

SOAP OPERA ET LUTTE DE CLASSE

**MOUVEMENT DES RETRAITES
EN RÉGION PARISIENNE (SEPT-NOV 2010)
TEXTES, TRACTS DE L'AG TURBIN ET AUTRES ÉCRITS**



CONTACT : [TURBIN@RISEUP.NET](mailto:turbine@riseup.net)
À TÉLÉCHARGER SUR INFOKIOSQUES.NET



Pour
établir un
réel rapport de force,
le nombre n'a jamais suffi !
Il faut aussi s'attaquer au
portefeuille des capitalistes : en
stoppant la production par la
grève, en bloquant l'économie, et
même en détruisant la sacro-
sainte marchandise !

L'AG TURBIN

A Paris, plusieurs « réunions publiques », assemblées ou AG « ouvertes » ont eu lieu durant le mouvement des retraites. L'une d'entre elles s'est successivement appelée, dans la langue encore approximative des rencontres qui se cherchent, « AG Turbin », « AG 1^{er} Round », « AG Bloquons l'économie »...

Entre la fin septembre et le début du mois de novembre, entre 30 et 150 personnes se réunissent plusieurs fois par semaine, et même tous les jours durant la période la plus intense du mouvement en dehors de tout parti, syndicat ou organisation instituée. Le lieu varie au gré des possibilités : à la CIP – chez les intermittents –, au CICP ou dans un squat de l'Est parisien. Au total, plusieurs centaines de personnes sont passées par ces assemblées.

Lieu de débats mais aussi d'organisation, cette AG tente également d'être un lieu de prise de décision : les tracts et les propositions d'actions sont préparés en petits groupes puis débattus collectivement. Plusieurs propositions d'interventions lors des manif, de blocages ou d'occupations ont émergé lors de ces assemblées. C'est de cette expérience collective, dont nous voulons rendre compte.

SOMMAIRE

Historique de l'AG Turbin

pages 2 à 4

La meilleure retraite, c'est l'attaque

page 5

Contre l'exploitation, bloquons l'économie

page 6

L'Etat et les patrons ne comprennent qu'un langage

page 7

Gardav à la Bastoche

page 8

Premier Round, on continue

page 9

Le Fou du roi

page 10

La dialectique peut-elle casser des vitres ?

page 11

Veolia

page 12

Parce que l'économie n'a pas fini de nous bouffer la vie

page 13

Pas de comptes à rendre

page 14

Grève Vs blocage

page 15

Représentation et illusionnisme

page 19

Le Bourdon

page 21

Paradoxe en automne

page 22

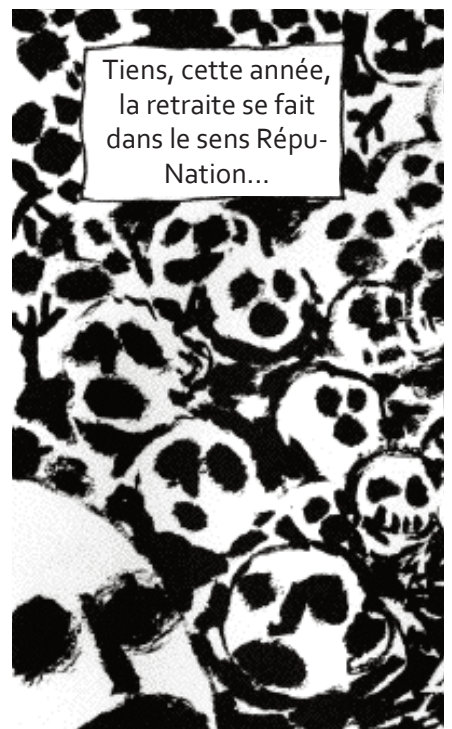
Début septembre un premier tract est proposé sur une liste de diffusion d'un collectif de chômeurs, et plusieurs réunions ont lieu : à 8, à 15, à 30. Un tract intitulé « La meilleure retraite, c'est l'attaque » (cf. p. 5) est diffusé à la manif du 23 septembre. Au même moment, les instituteurs du nord de Paris retrouvent des cheminots et des postiers à la gare de l'Est. Ainsi, de fin septembre à la mi-octobre, plus d'une centaine de personnes se réunissent au fond de la voie C. Beaucoup se sont déjà rencontrées lors des anciens mouvements (lycéens, CPE, chômeurs) ou des luttes de sans-papiers. Certains sont syndiqués à SUD, à la CGT ou appartiennent à de toutes petites organisations comme le CCI ou d'autres qui ne disent pas leur nom.

On y discute tactique : « comment prendre part au mouvement, sachant que les grèves reconductibles ne sont que relativement suivies et qu'une bonne partie de ceux qui viennent aux réunions ne travaillent pas dans des secteurs clés de l'économie, voire ne travaillent pas du tout ? »

Trois points d'accord sous-tendent les discussions : le rejet de l'intersyndicale

et la recherche de modes d'actions offensifs qui pourraient bloquer l'économie, ou du moins lui porter des coups, la certitude que cette réforme n'est qu'une attaque parmi d'autres et le refus de toute contre-proposition alternative.

Plusieurs tracts sont diffusés dans la gare



Tiens, cette année, la retraite se fait dans le sens République...



de l'Est, au bureau de poste Magenta, à l'hôpital Lariboisière.

Le 30 à la CIP, se retrouvent, entre autres, les gens de gare de l'Est et ceux qui avaient proposé le tract « La meilleure retraite, c'est l'attaque ». Après une tentative de discussion (pourquoi certains refusent toute idée d'une « meilleure redistribution des richesses »), il est décidé de faire une banderole, et de diffuser des tracts lors de la prochaine manif. C'est le début de ce qu'on a pu appeler l'AG Turbin. On s'y retrouve sur une volonté commune d'action et également sur une base théorique minimale et essentielle : le refus des organisations et de leur logique représentative.

Le 2 octobre, près de cinquante personnes partent de la gare de l'Est derrière la banderole « La meilleure retraite, c'est l'attaque ». Place de la République, nous sommes près de cent, et décidons de remonter le cortège jusqu'à prendre la tête de manif. Tout va très vite, on traverse le cortège du PS aux cris – ironiques – de « Strauss-Kahn président ». Déconcertés, les socialistes n'ont pas le temps de réagir et nous prenons la tête de manif sans difficulté. A vrai dire, les partis et les syndicats nous laissent les distancer, et nous ne sommes pas plus de 150. Mais nous avons bien rigolé et l'on ne veut pas en rester là. Arrivé place de la Nation, un petit tour et l'on part à près de 200 en manif sauvage jusqu'à la gare de Lyon.

Là-bas nous foutons un peu de bordel, mais nous ne sommes plus suffisamment nombreux pour descendre sur les voies et bloquer les trains. La banderole est accrochée à la balustrade du restaurant le Train Bleu et on file. Moins une, pour éviter les flics qui ont surgi d'un coup. On se donne rendez-vous pour la manif suivante, le 12.

Entre-temps, les liens se distendent

avec l'AG de gare de l'Est. Un clivage apparaît de plus en plus nettement entre ses réunions qui ont lieu à la Bourse du travail, où pointe une dynamique plus organisationnelle, plus représentative (qualifiée par certains de « proto-léninisme ») et qui ont du mal à



passer à l'action, et une tendance plus « activiste » qui, elle, va se retrouver dans l'AG Turbin.

Le 7 octobre, une nouvelle AG a lieu dans un squat de l'Est parisien. Des petits groupes se forment pour faire des repérages. Quelques-uns font le tour des gares pour discuter avec les cheminots grévistes. Dans les locaux de SUD gare de Lyon, les syndicalistes déconseillent à certains d'occuper les voies à cause des grilles qui s'étendent sur plusieurs centaines de mètres. Pour filer rapidement mieux vaudrait occuper... la gare d'Austerlitz.

Pour le 12, il est décidé de bifurquer en fin de manif (cf. p. 6, tract « Contre l'exploitation, bloquons l'économie ») afin de prendre le métro et d'occuper un objectif repéré par un petit groupe de personnes issues de l'AG. Il s'agit en fait de la gare du Nord, car malgré la grève, le Thalys et l'Eurostar continuent à circuler. Pour la bloquer, il nous faudra être plus de 150... mais le moment venu, en fin de manif, bonne surprise : nous sommes plus de 800 ! Difficile de prendre le métro à si nom-

breux, même en 2 ou 3 convois... Par contre la gare d'Austerlitz est juste de l'autre côté du pont. Nous occupons donc brièvement les voies, mais celles-ci sont déjà en partie vidées par la grève, nous ressortons donc rapidement quelques centaines de mètres plus loin vers le boulevard Vincent-Auriol. La circulation nous oblige à nous enfoncer dans les petites rues où la manif finit par se faire disperser. Un camarade est interpellé, ce sera un non-lieu.

C'est durant cette semaine du 12 au 17 que la situation se précipite. Car à partir du 13 les lycéens entrent dans la danse. Un peu partout en France, les blocages de lycée tournent à la rixe, voire à l'émeute. Le 14 un lycéen de Montreuil se prend un tir de Flash-Ball en plein visage. Peu avant, le squat de la Demi-Lune s'est fait expulsé.

Aux AG, les idées de lieux à bloquer se multiplient, les repérages s'accroissent, les liens se tissent un peu partout. Quelques-uns tentent par exemple de s'organiser dans la ville d'Aulnay avec des profs, des salariés de la Poste, des communaux, des ouvriers de PSA Peugeot Citroën. Des tracts sont diffusés aux portes des lycées, dans les boîtes. Sur invitation de quelques personnes de PSA, un piquet de grève est organisé. Aux portes de l'usine, l'immense banderole « Grève, blocage, sabotage » est suspendue.

Les AG se tiennent quasi tous les soirs : chacun raconte ce qui s'est passé dans la journée. Les émeutes, les piquets de grèves, les blocages, auxquels il a pris part.

Que faire maintenant ? Faut-il occuper un grand immeuble dans Paris, qui serait un lieu de rencontre et de ralliement, mais au risque de perdre tout son temps à le défendre et à ne plus pouvoir circuler librement entre les différents lieux de lutte ? Faut-il tenter des autoréductions ? Bloquer un péage d'autoroute pour récupérer du fric pour alimenter les caisses de grèves ou de soutien en cas de répression ? Mais le premier péage est à 50 km de Paris et la question de l'argent, bien qu'absolument nécessaire, n'en est pas moins très difficile : à qui filer de la tune en priorité ? Et comment être sûr que l'argent arrive bien aux grévistes sans que cela ne serve de faire-valoir aux syndicats ?

Que l'on soit travailleur, chômeur ou bien précaire, on peut s'organiser ensemble contre l'exploitation et contre le capital sans attendre les directives des syndicats. Comme en Grèce, comme en Chine, battons-nous contre l'État, les flics et les patrons !





Chacun commence également à étudier attentivement la carte des dépôts et des raffineries.

Pour le 16, il y a des chances que nous soyons très nombreux à vouloir continuer après Nation. Faut-il continuer en manif sauvage vers des quartiers plus populaires ou porter nos pas vers des quartiers plus hostiles ? Bloquer à nouveau une gare alors que seuls quelques trains circulent n'a que peu d'intérêt, à moins peut-être de toucher les trains internationaux...

Il est finalement décidé de bloquer un grand lieu, de l'occuper et de discuter tous ensemble des suites de la marche à suivre.

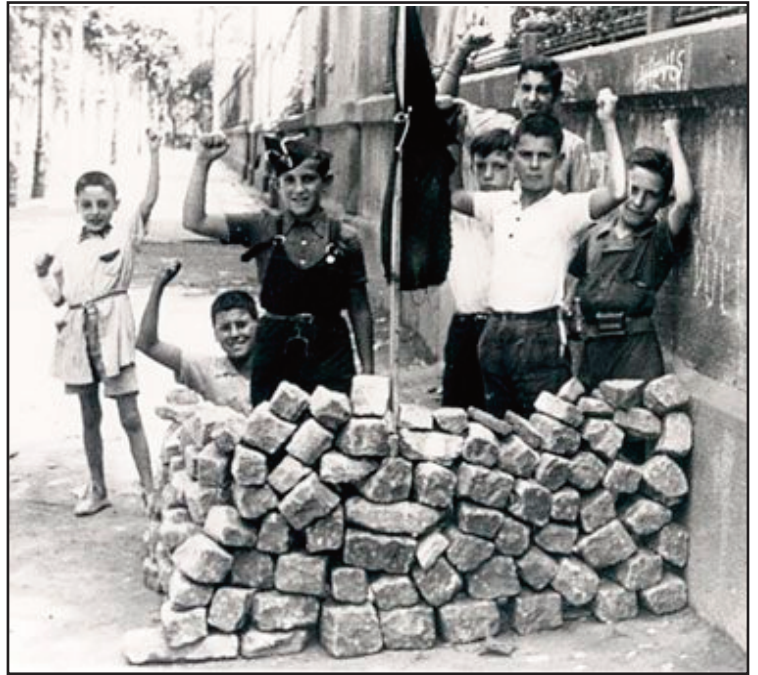
Fin de manif à Nation, des tracts et des flyers sont diffusés qui appellent à rejoindre la banderole « grève, blocage, sabotage ». Même manège. Nous faisons un premier tour de la place, nous sommes bien 500. Mais arrivés à l'entrée du boulevard Diderot, un cordon de la CGT nous bloque. Faut-il les enfoncer au risque de devoir se disperser ? C'est non. Nous repartons pour un deuxième tour, cette fois-ci, nous sommes près d'un millier. Arrivés à l'entrée du boulevard Saint-Antoine, nous prenons la manif à contre-courant – difficile compte tenu du monde, mais ça passe. Nous tournons rue de Reuilly, boulevard Diderot, puis rue de Lyon. Là, quelques vitrines sont brisées, un citoyen tente de s'interposer, mais il est repoussé par un manifestant. Cet événement dont les politiques s'emparent immédiatement donne lieu à l'épisode très médiatique du « ninja » (cf. *La dialectique peut-elle casser des vitres ?* p. 11). Nous arrivons finalement à notre cible : l'Opéra Bastille. Mais, avec une horde de policiers au cul, une partie des manifestants préféreraient se disperser. Seule une centaine de personnes rentrent à l'intérieur... Erreur, car occuper un lieu juste après la casse, et à si peu s'avère impossible. Nous ressortons donc aussitôt, mais la rue de Charenton est une véritable soucrière, 40 personnes sont arrêtées (cf. *récit de garde à vue* p. 8).

Les deux AG suivantes sont consacrées à l'écriture de communiqué et de tracts (cf. p. 7, « *L'Etat et les patrons ne comprennent qu'un langage* »). On fait également le bilan des erreurs de cette dernière action. Mais l'envie de continuer est toujours là et nous sommes en-

core nombreux, voire même plus. Durant la semaine suivante plusieurs actions sont proposées : « Le Fou du roi » est perturbé (cf. p. 10). L'idée des « piquets volants » est lancée (cf. tract « *Premier Round. On continue* » p. 9) : il s'agit de renforcer des piquets existants, de tisser des liens ou d'en créer

sommes entre 150 et 200. Ce sera notre dernière action tous ensemble. Les AG continuent après, mais elles n'ont plus le même sens : le mouvement se termine.

Persiste tout de même, malgré les erreurs et les limites évidentes de ce que



de nouveaux. Certains repassent dans les raffineries de Grandpuits et Gargenville, mais aussi dans les déchetteries de Saint-Ouen et d'Ivry. Localement chacun essaie de comprendre la complexité de la situation, ce qui suscite ensuite de longues discussions en AG : comment intervenir lorsque l'on se rend à un piquet de grève ? Quelle est l'efficacité réelle des blocages ? Faut-il y aller collectivement ? Y a-t-il quelque chose à tenter dans les raffineries ? Et dans les déchetteries, que dire aux grévistes si l'on pense comme certains qu'il s'agit « *d'usines de mort* » ?

Début novembre le travail reprend dans les ports et les raffineries. De retour de vacances, les lycéens ne redescendent pas dans la rue. Le mouvement persiste néanmoins dans les déchetteries. Nous ne sommes plus qu'une petite centaine à l'AG et nous ne voulons pas lâcher. Le 2 novembre nous décidons donc d'occuper le site de Veolia (cf. *Compte rendu du piquet volant* p. 12) et c'est encore une fois une surprise. Nous pensions ne pas pouvoir bloquer le site à moins de 100, mais ce mardi à 5 heures du matin nous

nous avons tenté de faire tous ensemble, le constat enthousiaste qu'à chaque fin de manif, les cortèges sauvages ont été rejoints par un nombre grandissant de personne. Plus profondément, ce mouvement ne s'est pas entièrement limité à la question des retraites ou aux mots d'ordre syndicaux. Souvent, de manière éparse et parfois contradictoire, a émergé une inventivité et une énergie qui ont tenté de déborder les cadres institués. C'est à cette composante que l'AG Turbin a essayé de s'ouvrir.

¹ Le patron du FMI a répété le matin même qu'il faudrait nécessairement augmenter l'âge de la retraite.



La meilleure retraite, c'est l'attaque ! Prenons nos luttes en main !

Voilà qu'on veut nous faire travailler deux ans de plus !

Le travail, le turbin auquel on veut nous obliger à consacrer la majeure partie de nos journées, est essentiellement une violence qui nous est faite, et la plupart d'entre nous le ressentent comme tel. Mais il a réussi à s'imposer comme quelque chose allant de soi, quelque chose de *naturel* (« il faut bien travailler pour vivre ! » et oui !), alors qu'il est le produit d'un rapport de force qui nous contraint à nous activer pour permettre au capital, ce drôle de machin invisible qui détermine nos vies, de se reproduire et de s'accroître. On travaille pour gagner de l'argent, certes ; mais on travaille surtout pour faire gagner de l'argent – pour créer du capital. Quand on y réfléchit, rien de bien naturel là-dedans.

Mais c'est ainsi qu'on nous gouverne : par l'acceptation de fausses évidences. Ainsi de cette réforme des retraites : travailler plus, ben oui, ça ne fait pas plaisir, mais il n'y a pas le choix, c'est l'économie qui veut ça – l'allongement de la durée de vie, le vieillissement de la population, tout ça.

La gauche et les syndicats refusent cette réforme en l'état, tout en reconnaissant qu'il y a un problème, voire pour certains qu'il va falloir se serrer la ceinture. Refuser cette réforme supposerait d'avoir une réforme alternative en tête. Est-il si fou

de se dire que ce n'est pas à nous de gérer cette affaire ? Lorsqu'une boîte se restructure, comme ils disent, elle a toujours recours au même chantage : c'est soit les licenciements, une intensification du travail sans contrepartie, etc., soit la boîte va couler car elle ne dégage plus assez de profits, et les salariés couleront avec elle. Il faudrait accepter d'en chier toujours davantage sous prétexte de sauvegarder un système basé sur notre exploitation.

On n'a pas à adhérer à des raisonnements qui visent à nous solidariser avec les logiques de cette exploitation. Sur la question des retraites, il est possible d'affirmer simplement : « bordel, je ne veux pas travailler deux ans de plus car je suis déjà assez exploité comme ça. Point barre. » Mais évidemment, le dire ne suffit pas : il faudra l'imposer. C'est un rapport de force. L'économie, on ne fait pas que la subir : on la fait tourner. Qu'on s'arrête un peu de le faire, ça ne fera pas du bien au capital, mais ce n'est pas sûr qu'on s'en portera plus mal.

Être isolé contribue beaucoup à la résignation. Peut-être sommes nous quelques-uns ici à attendre d'un mouvement social davantage qu'un recul du gouvernement sur la question des retraites... Peut-être sommes nous même plus que quelques-uns à voir aussi la chose comme une *occasion* : un mouvement social un tant soit peu énergique, en ces temps où la combativité sociale n'est pas à son plus haut, c'est la possibilité de se rappeler qu'une force collective, venant briser le train-train de l'exploitation, de l'isolement et de la déprime généralisée, permet d'entrevoir des horizons où la réap-

ropriation du monde n'est plus hors de portée. Sans doute sommes nous un certain nombre à d'ores et déjà envisager qu'au cours de la lutte puissent s'élaborer des pratiques qui posent des questions allant au-delà du nombre d'années de cotisations. A espérer qu'un mouvement à venir remette en cause ce qui est quotidiennement accepté et se foute des solutions alternatives proposées par ceux qui gèrent nos vies...

Nous n'en sommes pas là : encore faut-il que ce mouvement ait lieu. Il est évident qu'une journée d'action isolée par-ci par-là, appelée par les syndicats en vue de négociations où l'essentiel est déjà négocié, n'aboutira à rien, sinon à accroître le sentiment d'impuissance. Ces syndicats, qui ces dernières années ont déjà fait avorter des mouvements avant même qu'ils puissent avoir lieu (déjà sur les retraites, en 2003 puis en 2007), se préparent à faire de même ce coup-ci, de manière encore plus assumée. A croire qu'ils préfèrent encore subir une « défaite » plutôt que de voir un mouvement leur échapper...

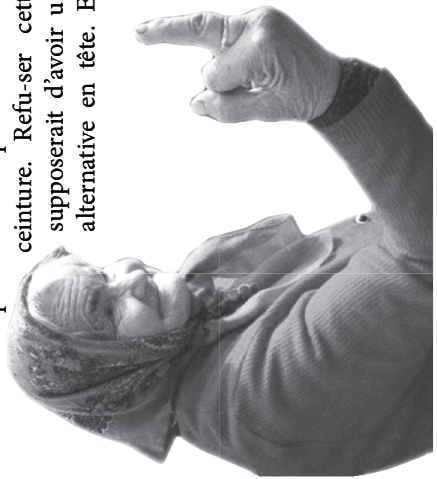
Dès lors voilà : pour que cette lutte puisse avoir réellement lieu, il faudra nécessairement que cela se passe par dessus les têtes des directions syndicales. Il faudra notamment leur *imposer* la grève, sans quoi rien ne sera possible. Ce n'est pas tâche aisée : pour cela il faut d'ores et déjà commencer à s'organiser ; à transformer la colère latente en action collective.

Mais, « les syndicats perdent brusquement le contrôle de leurs bases » : voilà qui ne serait pas forcément moche.

Grève générale ! Grève illimitée ! Grève offensive ! Bloquons l'économie !

- ★ RENDEZ-VOUS, ce 2 octobre, en fin de manif à Nation au kiosque à musique.
- ★ PROCHAINE ASSEMBLÉE : mardi 5 octobre à 18h à Gare de l'Est au bout de la voie 2.

contact : TURBIN@RISEUP.NET





Contre l'exploitation, bloquons l'économie !



« C'est la crise et vous voulez durcir la grève ? Ça va vous coûter cher... »

Directions syndicales, patronat et gouvernements de droite comme de gauche, partagent le même sens des responsabilités. Au nom du « réalisme économique », on devrait accepter la nécessité d'une exploitation toujours plus dure. Voilà l'arme idéologique qu'on renvoie systématiquement à la gueule de

quiconque se rebelle contre ce système.

« C'est la crise et vous voulez bloquer l'économie ? Faudra assumer les licenciements... »

Au nom de ce genre de fausses évidences, certaines directions syndicales ne réclament même pas le retrait de la réforme. D'autres, pour des raisons tactiques, demandent le retrait, mais refusent de s'en donner les moyens par l'instauration d'un vrai rapport de force : par la grève générale, le blocage, le sabotage, etc. Les syndicats, qui prétendent parler au nom des travailleurs, ont une fonction : cogérer cette société de classe par la négociation et la médiation.

Aujourd'hui, les centrales syndicales tentent de contrôler et d'endiguer la contestation, tout en monopolisant les grandes lignes de la revendication. Empêcher un durcissement de la lutte est un enjeu majeur : il ne se passe pas un communiqué de Chérèque et Thibault sans qu'ils ne rappellent leur crainte d'un emballement des conflits.

En effet, nombreux sont les travailleurs qui, passant leur vie à se tuer au turbin pour les patrons, ne veulent pas se battre seulement pour conserver les miettes que les bourgeois leur laissent. Nombreux aussi sont ceux qui ne sont pas directement concernés par la réforme : Rmistes et sans-emplois, travailleurs intermittents, sans papiers, lycéens ou étudiants à qui le marché du travail ne permettra pas de cotiser les annuités nécessaires,

retraités touchant une pension de misère, etc... et qui pourtant entendent bien apporter leur contribution au mouvement naissant. Nous sommes nombreux à attendre d'un mouvement social plus qu'un aménagement d'une énième loi, ou même son retrait. À vouloir qu'un véritable rapport de force s'instaure au-delà des manifs-kermesses qui s'expriment dans la rue entre Répu et Nation.

Sans des initiatives qui dépassent le cadre institutionnel, sans une grève débordant les directions syndicales, il n'y aura pas de rapport de force donnant naissance à un véritable mouvement social. Mouvement où les luttes corporatistes sont dépassées, où les bureaucrates perdent pied, où les actions menées répondent à des préoccupations plus larges que la seule question des retraites, où la lutte ne se limite pas à défendre de prétendus acquis.

En gardant à l'esprit le chemin qui reste à parcourir, organisons nos collectifs.

Il y a à prendre bien plus que ce qu'on veut nous laisser !

Rendez-vous action en fin de manif
sous la banderole :

« **LES PATRONS NE COMPRENNENT QU'UN
LANGAGE : GRÈVE BLOCAGE SABOTAGE !** »

contact : turbin@riseup.net



L'ÉTAT ET LES PATRONS NE COMPRENNENT QU'UN LANGAGE :

GRIEVE BLOCAGE SABOTAGE



DEPUIS PLUSIEURS JOURS de multiples initiatives fleurissent partout : blocages de lycées, de gares, de raffineries, d'autoroutes, occupation de bâtiments publics, de lieux de travail, de centres commerciaux ; coupures d'électricité ciblées, saccages de permanences électorales et de mairies...

DANS CHAQUE VILLE, ces actions viennent intensifier le rapport de force et montrer que nombreux sont ceux qui ne se satisfont plus des formes d'actions et des mots d'ordre imposés par les directions syndicales. En région parisienne, parmi les blocages de lycées et de gares, les grèves dans les écoles primaires, les piquets d'ouvriers devant les usines, des assemblées interpro et des collectifs de luttes se tiennent pour tenter de casser l'isolement et les séparations catégorielles. Leur point de départ : l'auto-organisation pour répondre à la nécessité de nous approprier nos luttes sans la médiation de ceux qui prétendent parler au nom des travailleurs. Nous sommes nombreux à ne pas nous organiser selon les formes traditionnelles de la grève sur un lieu de travail et pour autant à vouloir contribuer au mouvement général de blocage de l'économie. Car ce mouvement est aussi une occasion pour aller au delà de l'unique problématique des retraites, poser la question du travail, développer et construire ensemble une critique de l'exploitation.

A PARTIR DE CES QUESTIONNEMENTS, nous avons, ce samedi, décidé d'occuper l'Opéra Bastille. Il s'agissait de perturber une représentation retransmise en direct à la radio, jouer les troubleurs dans un lieu où circule la marchandise culturelle et d'y organiser une assemblée. Nous nous sommes donc retrouvés à plus d'un millier place de la Nation autour des banderoles « *les patrons ne comprennent qu'un langage : grève, blocage, sabotage* » et « *contre l'exploitation, bloquons l'économie* » avec aussi l'envie de déborder le cadre étroitement délimité de la manif syndicale. Nous avons remonté la fin du cortège à contre-sens afin de rejoindre le lieu de l'action, pour nous retrouver finalement en manifestation libre bien qu'entourée d'un dispositif policier imposant. Assez rapidement, plus d'une centaine de flics en civils aidés par le service d'ordre des syndicats ont scindé le cortège en deux, empêchant un certain nombre de personnes de nous rejoindre. À coups d'œufs et de pétards, nous avons autant que possible éloigné la flicaille de notre manif et accessoirement laissé quelques traces sur notre chemin.

Rappelons au passage à ceux qui ne trouvent rien de mieux à faire que de spéculer sur des policiers infiltrés à partir des images volées par les journaux, qu'il n'est pas question de pleurer sur deux vitrines de banques dont l'attaque ne constitue qu'une faible réponse à la violence du capital.

À L'ARRIVÉE À BASTILLE, la pression policière et la confusion aidant, seule une cinquantaine de personnes ont finalement pénétré dans l'opéra tandis que les autres choisissaient de se disperser. Les flics qui s'étaient déployés sur la place sont parvenus à arrêter au moins une quarantaine de personnes qui ont été emmenés en garde à vue dans plusieurs commissariats. Lundi soir, la plupart ont été libérées, mais au moins 5 autres ne le sont pas et passent devant le juge ce mardi et seraient inculpées de *attroupement armé et dégradations en bande organisée*.

COMME TOUJOURS, le pouvoir fait le choix de taper vite et fort, espérant accentuer ou créer des séparations (entre syndicalistes raisonnables et « jusque boutistes », entre lycéens et casseurs...) et briser tout ce qui participe à faire émerger un véritable rapport de force contre l'état et les patrons. La police dégainé flashball et tonfas contre les lycéens un peu trop énergiques ; les ouvriers des raffineries subissent les assauts des flics mais aussi les menaces directes de poursuites et de réquisition par le préfet ; les manifestants énervés qui auront décidé de ne pas se disperser dans le calme risquent la prison ferme comme à St-Nazaire. Depuis le début du mouvement, plus de 1 000 personnes ont déjà été interpellées...

LA MULTIPLICATION DES INITIATIVES échappant aux traditionnels fossoyeurs des luttes apporte un démenti clair à tous ceux qui voudraient isoler des moutons noirs et empêcher la contestation de remettre en cause ce qui est quotidiennement accepté, au delà de l'augmentation du nombre d'années de cotisation. Ces actions nous permettent d'entrevoir la possibilité d'un mouvement où les luttes corporatistes sont dépassées, où les bureaucrates perdent pied, où la lutte ne se limite pas à de prétendus acquis.

**IL Y A BIEN PLUS À PRENDRE
QUE CE QU'ON VEUT NOUS FAIRE CROIRE !**

ARRÊT DES POURSUITES. LIBERTÉ POUR TOUS.

**RDV ASSEMBLÉE INTERPRO MERCREDI 20 À 20H
AU CICP (21 TER RUE VOLTAIRE PARIS 11^{ÈME})**



COMPTE RENDU DE LA GARDE A VUE SUITE AUX ARRESTATIONS DE BASTILLE SAMEDI 16 OCTOBRE 2010

Samedi 16 octobre, à la fin de la grande manifestation parisienne allant de République à Nation, un groupe de plusieurs centaines de personnes décident de ne pas se contenter de cette énième marche encadrée et remontent le trajet de la manif jusqu'à Bastille. L'idée était d'occuper l'opéra mais nous ne sommes finalement qu'une petite centaine à y être entrés. Pas assez nombreux et sous pression policière, nous quittons rapidement l'opéra mais une quarantaine d'entre nous sont arrêtés rue de Charenton et placés en garde à vue.

Ce texte ne prétend pas parler au nom de tous les arrêtés, c'est juste un point de vue sur ce qui semble utile de transmettre dans une perspective malheureusement probable de nouvelles arrestations.

Une quarantaine de personnes se sont donc fait arrêter rue de Charenton sous l'œil de nombreux journalistes avides d'images sensationnelles et dans une ambiance très hostile, certains flics nous insultant en permanence et promettant à certains d'entre nous d'être tabassés dans leur cellule de garde à vue. C'était un coup de pression et on ne les a pas revus en cellule, mais on sentait bien leur énervement de ne pas avoir réussi à nous bloquer plus tôt, surtout que c'est la troisième fois en trois manif que des centaines de personnes parviennent, même brièvement, à poursuivre la manif au-delà de sa destination prévue.

Nous avons tous été placés en garde à vue pour 48 heures (sauf 1 mineur libéré au bout de 24 heures) pour des motifs généraux bien peu précis et d'ailleurs assez fluctuants : participation à un attroupement armé (juridiquement, « armé » peut faire référence à une définition très large des armes par destination : bouteilles, pétards...), destruction de biens privés (sans doute les quelques vitrines de banques et de magasins de luxe brisées sur le parcours) voire violences sur agent de la force publique n'ayant pas entraîné d'ITT (Interruption Temporaire de Travail). Nous avons ensuite été répartis en trois groupes dans trois commissariats différents : dans les X^e, XI^e et XX^e arrondissements.

Nous ne reviendrons pas ici en détail sur le déroulement formel des garde à vue, marqué par les interrogatoires, les visites d'avocat, les sorties à l'hôpital et surtout l'attente éprouvante, isolé ou entassé dans de petites cellules. Nous préférons ici souligner ce qui nous semble le plus important et le plus intéressant : ce qui a été collectivement tenu durant ces 48 heures. Rapidement après l'arrestation, chacun des trois groupes discute et décide d'une position commune : ne rien déclarer (hors notre état civil), ne rien signer, refuser les prises d'empreintes (digitales et génétiques) et les photos.

Cette position a été discutée en permanence pendant les 48 heures et il nous a semblé qu'au vu du nombre de personnes interpellées et des motifs très flous de notre mise en garde à vue, il nous semblait possible et pertinent de tenir cette position. Tant d'un point de vue pratique (être moins fiché ; ne rien déclarer permet par définition de ne pas trop parler ni sur soi ni sur d'autres, ce qui peut arriver très rapidement

même avec des déclarations qui peuvent nous sembler anodines) que d'un point de vue collectif et politique (montrer que même arrêtés et enfermés, on peut rester solidaires et en lutte et conserver une approche collective de la situation), enfin ça permet d'affronter ces heures pénibles en se sentant plus soudés et plus forts.

Cette position a été tenue dans les trois commissariats pendant 48 heures et en dépit des pressions, à quelques exceptions près (parfois un papier a été signé, quelques-uns ont donné leurs empreintes digitales mais pas l'ADN) qui n'ont pas remis en cause le fait d'affronter collectivement ces 48 heures d'enfermement.

Les flics ont plus ou moins usé de leurs moyens de pression habituels : réveils la nuit, menaces de prison si refus de coopérer, tentatives de nous diviser entre nous... Mais il faut bien reconnaître qu'ils n'ont pas beaucoup insisté, notre solidarité et notre détermination face à eux a sûrement participé de leur manque de zèle.

Evidemment cette solidarité et ces refus ne garantissent pas à cent pour cent de sortir d'une garde à vue sans suites, les affaires de répression et de justice n'obéissent pas à une logique scientifique. On peut quand même signaler que plus de trente personnes sont sorties de cette garde à vue en ayant refusé toute signalisation (le terme juridique désignant les prises d'empreintes digitales et génétiques et les photos) et sans aucune poursuite. D'ailleurs le choix des cinq per-



sonnes malheureusement poursuivies s'est fait sur des bases juridiques très floues mais pas en tout cas sur leur comportement en garde à vue, deux d'entre elles font partie des quelques personnes ayant donné leurs empreintes digitales.

Voilà sans doute le petit enseignement le plus intéressant à tirer de cette expérience, il est possible et déterminant de garder une position collective et de refuser de se soumettre à leurs opérations de fichage en garde à vue.

D'un point de vue technique, en plus de leurs tentatives d'interrogatoires, les flics nous ont fait défiler à tour de rôle de-



vant des écrans d'ordinateur pour tenter de nous reconnaître sur des photos (que nous n'avons pas vues) puis devant une vitre sans teint avec un mystérieux inconnu de l'autre côté (un témoin, un flic qui veut rester discret ?). Les téléphones portables trouvés sur les gens arrêtés ont aussi été exploités, notamment pour en extraire les répertoires et surtout les photos et les vidéos. Une raison de plus au passage pour ne pas prendre des photos ou des vidéos de visages ou d'actes pendant les manifs. A noter que cela n'a pas eu lieu dans tous les commissariats, certains ont seulement subi un interrogatoire très succinct.

Enfin d'un point de vue judiciaire, aucun d'entre nous n'a encore pu consulter le dossier mais il semble bien que les flics n'aient pas beaucoup d'éléments à charge. Malgré ça seules 36 personnes sont sorties sans charge au bout des 48 heures. Cinq personnes ont été déferées devant le Tribunal de grande instance de Paris et ont passé 24 heures de plus au dépôt du tribunal à Cité. Les cinq sont convoqués pour un procès à la mi-décembre pour « *participation à un attroupement en vue de commettre des dégradations* », une qualification très générale relevant de la récente loi sur les bandes. Certains ont en plus « *refus de signalisation* », « *disimulation illicite du visage* » ou « *port d'armes* ». En attendant les cinq sont sous contrôle judiciaire, avec interdiction d'entrer en contact entre eux, interdiction du XI^e

arrondissement de Paris et obligation de pointer toutes les semaines.

Rappelons aussi que deux autres personnes au moins ont également été arrêtées près de la place de la Bastille au même moment, qu'elles ont aussi été déferées au tribunal et qu'elles sont convoquées au mois de décembre prochain pour un procès où on leur reproche des faits similaires et des faits de violences contre les forces de l'ordre.

En l'absence d'éléments, la justice a tout de même choisi d'en garder cinq pour l'exemple, pour justifier leur opération et pour montrer que tout ce qui tente de sortir des cadres institutionnels de la contestation sera réprimé. A nous de nous organiser pour esquiver au mieux ces moments de répression, mais aussi pour les affronter lorsqu'ils sont inévitables en restant solidaires et dans la continuité des luttes que nous menons le reste du temps.

Ne nous arrêtons pas en si bon chemin, tout continue.

Arrêt des poursuites pour tous les inculpés.

Quelques individus mis en garde à vue à Bastille samedi soir

.....

Premier round On continue !

Depuis plus de trois semaines, un mouvement social d'ampleur est en cours dans le pays. La réforme des retraites a été son point de départ.

On se rend bien compte que tout est fait pour rendre l'arme qu'est la grève moins efficace. L'Etat use des outils du droit, entraves légales et réquisitions ; d'autre part l'atomisation, la segmentation issues de la restructuration du capital de ces trente dernières années tendent à neutraliser la capacité de nuisance de la grève. Les journées de manifestation massive, aux effets alors limités, ont eu ce principal intérêt pour la base de se trouver une légitimité et de pousser et déborder les cadres imposés par les syndicats. C'est par le blocage, notamment dans les secteurs stratégiques de la pétrochimie et des transports que le mouvement s'est donné les moyens d'intensifier le rapport de force, malgré les tentatives du pouvoir et des médias de dissocier bons grévistes et bloqueurs, comme ils le font de longue date entre manifestants et casseurs. Mais c'est la distinction même entre qui est légitime à lutter et qui ne l'est pas qu'il faut briser. Ainsi, des lycéens, débarquant dans le mouvement avec fracas, ont pratiqué blocages d'établissement ou de voies de circulation et aussi émeutes où s'expriment une certaine rage contre l'Etat et la marchandise.

Pour tous ceux qui considèrent que cette réforme n'est qu'un élément d'une dégradation générale de nos conditions de vie ;

Pour tous ceux qui n'ont pas forcément les moyens directs de bloquer la production mais refusent de se résigner ;

Pour tous ceux qui pensent qu'il est nécessaire de dépasser les séparations catégorielles entretenues par le capital ;

Pour tous ceux-là, la pratique du piquet volant peut être efficace. Renforcer des blocages existants aussi bien qu'en créer là où nous l'estimons utile ; mais aussi se retrouver pour se coordonner et s'organiser.

Si les syndicats, en accord avec le gouvernement et les médias, paraissent à présent siffler la fin de la partie, le mouvement perdure pourtant. La colère diffuse et tenace laisse entrevoir le contraire de ce qu'ils annoncent : non la fin de la lutte mais le début de leur fin !

Retrouvons-nous en assemblée pour discuter de la suite du mouvement.

Jeudi 19h, à la CIGP, 21ter rue Voltaire, M° Rue des boulets
Vendredi 19h, à la CIP, 17 quai de Charente, M° Corentin Cariou

Les prochains rendez-vous seront annoncés sur <http://paris.indymedia.org> sous le titre « premier round : on continue ! »

contact : turbin@riseup.net



Occupation du « Fou du roi », le 27 octobre 2010.

Quand un patron demande à ses employés d'accepter les licenciements et une baisse des salaires, «pour sauver l'entreprise», c'est toujours qu'il a déjà décidé de la fermer.

Quand la droite, la gauche et les médias nous expliquent qu'il va falloir travailler plus longtemps «pour sauver notre système de retraites», ils annoncent que sa fin est programmée.

On veut nous contraindre à travailler deux ans de plus. L'exploitation, ça dure toujours trop longtemps. Le temps volé ne revient plus !

Les syndicats tentent de contrôler le mouvement pour rester seuls crédibles face à l'État. Ils espèrent sortir de la confrontation avec quelques miettes pour garder la face. Les syndicats négocient la longueur de nos chaînes ; nous voulons les briser !

Les TV, les journaux et les radios reprennent en cœur le même discours et véhiculent les mêmes images. En focalisant sur les raffineries ou les éboueurs de Marseille, les médias choisissent d'enterrer la multitude d'initiatives et de pratiques qui fleurissent depuis début septembre : opérations escargot par les routiers, blocages de supermarchés par leurs employés, grèves reconductibles des enseignants, des cheminots, des ouvriers de PSA, des salariés de Radio France, grèves tournantes, saccages de permanences de l'UMP, du Medef et de mairies. Nous n'attendons rien des médias.

Le pouvoir divise pour mieux régner. Les syndicats, les partis politiques, les patrons nous catégorisent. Ils opposent les usagers aux grévistes, les grévistes aux bloqueurs, les chômeurs aux travailleurs, les casseurs aux manifestants. Ils ont recours à la répression et aux réquisitions pour briser les solidarités. Déjà 2500 arrestations depuis trois semaines ; jusqu'à 5 mois de prison ferme pour les plus déterminés.

Ce n'est pas à nous de décider à quelle sauce nous serons mangés. Nous voulons choisir nos modes d'action et d'organisation en dehors des pouvoirs en place. Jeudi, c'est une journée de manifestations. Profitons-en pour nous retrouver, nous organiser et dépasser leurs consignes. Piquets volants, blocages, sabotages... À nous de choisir et d'assumer ce qui nous paraît le plus juste et le plus efficace contre l'État et le Capital.

**Entre eux et nous, il n'y a pas de compte à leur rendre ;
il n'y a que des comptes à régler.**

***CONTRE L'EXPLOITATION, BLOQUONS L'ÉCONOMIE
GRÈVE, BLOCAGE, SABOTAGE***

Il est possible d'écouter l'extrait radio sur le site :
<http://www.aufondpresduradiateur.fr/?p=2071>





La dialectique peut-elle casser des vitres ?

*Considérations sur le 16 octobre, ses suites et la répression du mouvement.
À la suite des arrestations lors de l'action organisée le 16 octobre par l'assemblée « Grève-blocage-sabotage. Premier round, on continue ! », celle-ci a décidé d'écrire collectivement le texte qui suit.*

Dans le mouvement en cours, la grève se heurte à certaines limites. L'encadrement législatif du « droit de grève » avec les réquisitions qui forcent les grévistes à travailler sous la menace de la prison, le service minimum et l'interdiction des occupations cherchent à limiter les effets de la grève. La légalisation de la part la moins efficace des luttes et la pénalisation de leur part la plus offensive est une des méthodes pour les contrôler - même si le mouvement, quand il est en recherche de puissance et de commun, ne se focalise pas sur ces distinctions et que pour lui la légalité n'est pas une frontière infranchissable ni l'illégalité un but en soi.

Il en va de même pour la manifestation. Le premier des dispositifs répressifs, c'est le parcours négocié et encadré par les flics, la collaboration des services d'ordre syndicaux et l'attention à ce que tout demeure sous contrôle. Chercher à sortir de ce dispositif, c'est tenter de constituer une force collective, se réapproprier la rue et sortir du simple comptage des forces en présence. C'est ce qui s'est passé le soir du samedi 16 octobre, lorsqu'un groupe de plusieurs centaines de personnes a quitté le rassemblement officiel pour tenter d'occuper l'opéra Bastille dans l'idée d'y tenir une assemblée générale et perturber la retransmission en direct du spectacle. Ce type d'action a eu lieu un peu partout et participait d'une dynamique générale. Ailleurs aussi, on cherchait à sortir du cadre institutionné des manifestations.

À l'issue de cette tentative, on compte une quarantaine de personnes interpellées et placées en garde à vue. La garde à vue (reconduite automatiquement à 48 heures) est utilisée par les flics comme une punition en tant que telle. Sur ces quarante personnes, huit sont poursuivies, certaines pour participation « à un groupement, même formé de façon temporaire, en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, de violences volontaires contre les personnes ou de destructions ou dégradations de biens » et violences sur agents.

Parmi les arrêtés se sont aussi trouvés des gens qui étaient déjà sous contrôle judiciaire pour des poursuites liées à des actions antérieures.

Leur contrôle leur interdisait de se rencontrer : interpellés tous deux ce soir-là, ils auraient selon la justice violé cette obligation. L'argument ne tient pas : ils ont été arrêtés en compagnie de dizaines de personnes et l'action, appelée publiquement, rassemblait des centaines de personnes. Convoqués par un juge d'instruction, ils ont reçu un avertissement avec menace de réincarcération « la prochaine fois ». Cinq des huit qui vont passer en jugement sont aussi placés sous contrôle judiciaire.

Au final, ce qu'on leur reproche, c'est d'avoir participé à une manifestation au lieu de faire profil bas et de rester chez eux. Le contrôle judiciaire est une méthode d'intimidation et d'isolement. Il s'agit d'interdire à certains de fréquenter certains lieux, de voir certaines personnes, d'avoir certaines attitudes : bref, il revient à empêcher ceux qui sont dans le collimateur du pouvoir de participer à la contestation sociale sous peine d'emprisonnement. Au total, la répression, comme toujours, se décline en plusieurs versions, s'individualise de manière à briser les solidarités collectives.

Ce qui est juridiquement réprimé dans la participation à cette manifestation, c'est d'avoir été partie prenante d'une action au cours de laquelle quelques vitrines de banque ont été brisées. L'idée, assez bien illustrée par l'usage de cette fameuse « loi sur les bandes » récemment votée, c'est que la simple participation à un rassemblement, un « attroupement » ou une action nous rend pénalement coresponsables de tout ce qui s'y passe. Pour autant, on le voit bien, c'est le fait même de sortir des cadres institués et des formes d'organisation habituelles qui est visé.

Soyons clairs : s'en prendre à un symbole du capitalisme en brisant une vitrine de banque n'a rien d'exceptionnel ni d'incompréhensible. Des pratiques offensives comme des sabotages ou des affrontements avec les flics font partie intégrante de la lutte d'hier comme de celle d'aujourd'hui. Mais on voit actuellement que la répression touche non seulement ceux qui sont directement accusés de mener ces attaques, mais aussi tous ceux qui les entourent. Ces lois ont pour objectif de ne rendre possible que les actions



encadrées par des services d'ordre, où les participants doivent se fliquer eux-mêmes, et où rien ne peut jamais se passer. Tout vise à policer nos pratiques et nos esprits.

Dans le discours policier et médiatique, l'attaque d'une vitrine de banque devient l'oeuvre des « casseurs ». Ce terme, utilisé exclusivement dans le but de disqualifier les pratiques d'action directe est une catégorie abstraite construite de part en part. Celle-ci gomme une réalité sociale complexe et la dessaisit de tout contenu politique. Ces pratiques deviennent de la destruction purement asociale, sans perspective ni sens. Qu'on dise que les casseurs « ne sont que des voyous » ou qu'on imagine, comme c'est si souvent le cas aujourd'hui, qu'il s'agisse de flics déguisés et infiltrés dans les manifestations relève, au fond, d'un même raisonnement : le « casseur » est étranger à la lutte, extérieur au mouvement.

Il est vrai que, depuis quelques années, des flics en civil ont de moins en moins peur de venir au coeur des manifestations pour procéder à des interpellations. Il est important de ne pas les tolérer et, lorsqu'ils sont clairement identifiés, de les chasser dans la mesure du possible. Cependant, cela a fait monter la paranoïa au point que certains voient des flics partout. Surfant sur le complotisme ambiant, des politiciens ou des syndicalistes comme Mélenchon et Thibault ressortent un discours vieux comme le stalinisme : tout ce qui leur échappe et qu'ils ne peuvent contrôler est accusé d'être manipulé par les flics.

L'hystérie politicienne et médiatique a crû autour de l'épisode du « casseur ninja », comme l'a appelé la presse. A partir d'images confuses diffusées sur Internet, les théories les

plus délirantes ont proliféré : l'action de l'opéra était organisée par des flics, ou en tout cas voulue par la préfecture, des journalistes étaient déjà positionnés pour diffuser des images de violence au 20 heures, etc. Sous couvert de complotisme ressort l'idée que tout ce qui offensif et illégal ne peut avoir lieu que si le pouvoir en est à l'origine ou du moins laisse faire. On se persuade si bien de la toute-puissance de l'État que le moindre acte de révolte devient suspect. Le contrôle social est tel qu'il s'insinue dans les cervelles qu'il est impossible d'y échapper. On en arrive à une identification entre la barrière du légal et le champ du possible.

Cette frénésie, cette confusion, alimentent directement la répression : les flics se sont lancés, brigade criminelle en tête, à la recherche des protagonistes masqués de la vidéo et ont déjà incarcéré quelqu'un sous cette accusation. (Il est à Fleury-Mérogis jusqu'à son procès le 6 décembre prochain.) Dans d'autres villes aussi, par exemple à Nanterre et à Lyon, l'obsession des casseurs pousse la police à utiliser des moyens d'enquête sophistiqués, le plus souvent dédiés au grand banditisme, pour retrouver ceux qui se sont affrontés avec les CRS : photos haute résolution depuis un hélicoptère, recherche d'ADN sur des cailloux, etc.

Ainsi, tout concourt à ce qu'on devienne notre propre flic : la peur et la paranoïa, le souci de la légitimité du mouvement, la répression ciblée sur tous ceux qui veulent sortir des sentiers battus.

Il nous faut rompre cette paranoïa et l'individualisation causée par la répression en s'organisant collectivement.



COMPTE RENDU DU PIQUET VOLANT SUR VÉOLIA

Ce matin, mardi 2 novembre 2010 à 6 h 30 entre 150 et 200 personnes ont bloqué les entrées et sorties du centre de collecte et propreté urbaine VEOLIA, à Saint-Denis, porte de la Chapelle. Les employés présents nous ont apporté leur soutien chaleureux. Au bout de 3 heures de blocage, la police nous a délogés sans heurts ni interpellations. Nous n'avons donc pas pu tenir jusqu'à la fin de la matinée où beaucoup de camions rentrent au centre pour faire le plein, avant de repartir en tournée vers 14 heures. Nous avons quitté les lieux à 9h15 en cortège, ralentissant les files de voitures jusqu'à la porte de la Chapelle. Nous nous sommes séparés en appelant à nous rendre à 14h30 à la manifestation au départ de Jussieu, appelée par l'AG de Tolbiac. Soyons nombreux !

AG « Premier round : on continue ! Bloquons l'économie ! »

Le tract 1^{er} Round avec le rajout suivant a été diffusé sur place aux employés et automobilistes

« La restructuration capitaliste de ces 30 dernières années se concrétise notamment par l'introduction du privé dans des secteurs historiquement publics (la santé, la poste, retraites, ...). Privatisation qui amène à des conditions de travail toujours plus défavorables à la construction d'un rapport de force : précarité, intérim, destructuration générale. Véolia, comme beaucoup d'autres, est d'un côté à la pointe de ce processus, réalisant ses profits sur le dos d'une main d'oeuvre corvéable à merci (à l'image des nombreux travailleurs sans-papiers exploités dans ce secteur), de l'autre Véolia est un instrument précieux pour casser les tentatives de grève dans les secteurs publics, comme lorsqu'elle reprend à son compte la tâche interrompue par un blocage ou une grève. »



PARCE QUE L'ÉCONOMIE N'A PAS FINI DE NOUS BOUFFER LA VIE PARCE QUE NOUS N'AVONS PAS FINI DE LA BLOQUER

Quoi qu'aient pu affirmer la droite et les médias, les lycéens en lutte ont bien compris en quoi la réforme des retraites les concerne directement. Pas besoin d'être diplômé de l'EHESS pour savoir qu'il faut ne pas laisser passer la moindre occasion de bousculer énergiquement le carcan de soumission et d'ennui qui caractérise cette société. Pas besoin d'avoir fait Science po pour capter que chaque recul sur les acquis sociaux prépare le terrain à de nouvelles attaques contre les conditions de vie de l'ensemble des non-riches. Plus l'Etat et les patrons seront confrontés à une résistance acharnée, plus ils hésiteront à nous dépouiller toujours davantage.

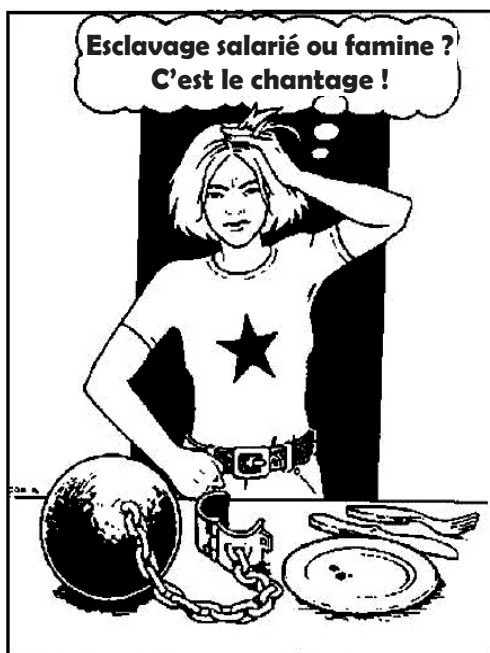
Néanmoins, si batailler pour défendre les miettes dont les bourgeois ne nous ont pas encore dépecés se révèle chaque jour plus nécessaire, on est bien obligé de s'interroger sur le sens que l'on accorde à se combat. S'agira-t-il de simplement négocier la part de queues de cerise que l'Etat peut nous piquer, s'agira-t-il de refuser de lâcher le moindre morceau, tout en se contentant de la vie de merde et d'humiliations que les riches nous ont toujours réservée, ou bien s'agira-t-il de lutter pour balayer l'ordre social et inventer des rapports humains fondés sur autre chose que la domination et le consumérisme.

Certes, si l'on en croit les politiciens, journalistes, économistes, sociologues et autres manipulateurs de masses qui officient dans les médias, remettre en question les fondements de cette société de classes serait totalement déraisonnable. A leurs yeux, se tuer au turbin pour les patrons, consommer tant bien que mal, se résigner à signer un chèque en blanc lors de chaque élection, puis se soumettre à ceux qui se targuent d'être les représentants du « peuple » serait la seule voie réaliste, puisque respectueuse de la démocratie de marché.

Quant à l'unique alternative, elle consisterait à attendre les prochaines échéances électorales, voter pour l'opposition et... continuer à trimer pour

les bourgeois. Tout au plus serait-il envisageable d'opter pour un marchandage fataliste de nos conditions d'exploitation. Sous la coupe de médiateurs politiques, syndicaux ou même associatifs, bien évidemment.

De fait, on est également obligé de s'interroger sur le rôle de ceux qui prétendent parler en notre nom. Ainsi, au regard du mouvement social contre la réforme des retraites, une impression maintes fois ressentie en d'autres occasions s'impose à nouveau. Les dirigeants syndicaux peuvent bien adopter des lignes différentes, ils semblent tous mus par une même préoccupation, obsessionnelle mais fort éloignée du sort des salariés : posséder des troupes puis être reconnus comme interlocuteurs officiels par l'Etat et les patrons afin d'avoir le privilège de s'asseoir à la table des négociations et cogérer le capitalisme.



Pour cela, il leur faut faire la preuve de leur capacité à contrôler les mouvements sociaux, notamment contenir toute tentative de débordement de la base dont la radicalisation menacerait la paix sociale. Opération souvent délicate qui nécessite un encadrement disposant d'un savoir-faire particulier, surtout lorsqu'il s'agit d'accompagner cette base dans sa volonté d'en découdre pour finalement mieux l'endormir. Les directions syndicales doivent égale-

ment s'offrir une « légitimité » démocratique en réalisant un « bon score » aux élections professionnelles. Chacune établira donc sa stratégie en fonction de son positionnement sur le marché de l'offre syndicale et pour cela effectuera de savants calculs de saupoudrage entre collaboration réformiste et façade offensive. Le jeu des leaders étudiants et lycéens (Unef, UNL, Fidl...) est encore plus simple : comme leurs prédécesseurs, ils visent des bonnes places au PS après avoir œuvré en sous-marin pour ce repaire de requins avides de pouvoir.

Il n'est pas nécessaire d'avoir fait Sciences po, non plus, pour constater que, si les dirigeants des partis de gauche et des syndicats ne se privent pas de s'afficher dans les médias comme les hérauts de la lutte contre cette réforme des retraites, ce qu'ils nous réservent, une fois installés à la table des négociations, n'est autre qu'un nouveau serrage de ceinture, notamment pour les plus pauvres.

Quant à ce que nous propose l'extrême gauche, ce n'est guère plus réjouissant : la pérennisation du système actuel. Selon eux, en quelque sorte, passer sa vie à se faire exploiter par des patrons qui ne cessent de s'en mettre pleins les poches n'est pas franchement un problème dès lors que ça s'arrête à 60 ans. Que leur modèle de « répartition », fondé sur la ségrégation de classe assure une retraite luxueuse à une petite minorité aisée, mais méprise des millions de gens sous prétexte qu'ils n'ont pas pu engranger suffisamment de points retraite, ne semble pas les déranger davantage.

Tous ceux qui auront passé trop d'années au RMI, au RSA, les sans-papiers, les non-déclarés... pourront crever la gueule ouverte sur un banc du métro, les professionnels du spectacle revendicatif, toujours prompts à se poser en représentants du prolétariat, n'en ont que faire ! Ou alors ces politiciens tenteront de nous vendre, une fois de plus, une de leurs mesures alternatives destinées à nous enfermer dans une misère aseptisée.



On est donc obligé de s'interroger aussi sur les « acquis sociaux ». Comme on vient de le voir, les invoquer aveuglément sans se poser plus de questions peut amener à assimiler une logique profondément inégalitaire qui n'est autre que celle de la démocratie de marché. De fait que sont ces dits « acquis sociaux », si ce n'est le fruit d'un consensus entre partenaires sociaux ? Ils ont été élaborés dans le cadre du système capitaliste, donc étudiés pour lui correspondre, s'y intégrer et créer l'adhésion, tant et si bien que l'on assiste à une forme de symbiose susceptible de nous faire participer à notre propre aliénation. Pas étonnant que nombre de revendications deviennent porteuses de l'idéologie dominante et notamment de séparations caractéristiques de cette société marchande.

Quand l'Etat et le patronat acceptent de nous lâcher de plus grosses miettes, c'est bien sûr qu'ils y trouvent un intérêt. Par-delà le fait de nous imposer un cadre mental, il leur faut, en période de conflits sociaux offensifs, recouvrer au plus vite un niveau de consensus laissant les affaires s'épanouir, mais surtout ils veulent disposer d'une soupape, fût-elle onéreuse, leur permettant d'évi-

ter le péril majeur que serait la perte de leur position dominante. C'est ce qui s'est passé en Mai 68 quand patronat, gouvernement et syndicats ont signé les accords de Grenelle, qui actèrent une augmentation de 35 % du smig et de 10 % des salaires réels pour couper l'herbe sous le pied d'un mouvement de révolte incontrôlable menaçant leurs privilèges.

Si le capitalisme dans sa phase libérale cherche à engranger davantage de profits en cassant les acquis sociaux et les services publics (à propos de qui on peut aussi s'interroger : ex. EDF est l'agent de l'industrie nucléaire), il serait stupide de défendre sa version paternaliste, peut-être plus subtile par sa capacité à développer des modes de participation, mais génératrice d'une domination toute aussi violente.

Comme il serait suicidaire d'attendre une contre-réforme, d'autant plus qu'elle ne peut être menée que dans un cadre institutionnel par des médiateurs prétendant parler à notre place.

En revanche la lutte contre la réforme des retraites aura multiplié les dynamiques où des liens se sont tissés, des réflexions collectives se sont posées, où

ont été vécus des moments de résistance libérés du carcan des institutions et des représentants de tout poil. Des moments qui, même s'ils présentent encore des limites, laissent entrevoir l'espoir d'un emballement généralisé attaquant les mécanismes de l'exploitation.

Et si, sous les coups de boutoir de la répression, de la collaboration et des discours médiatiques, le mouvement actuel s'essouffait, il n'en resterait pas moins qu'il nous faut conserver ces acquis de la lutte, bien moins récupérables que lesdits « acquis sociaux ». Pour cela, il nous faut inventer des outils permettant de faire perdurer les expériences, réflexions et actions collectives. Parce que l'économie n'a pas fini de nous bouffer la vie, parce que nous n'avons pas fini d'être nombreux à la bloquer.

Sous le pavé, la rage

IL N'Y A PAS DE COMPTES À RENDRE

Quand un patron demande à ses employé(e)s d'accepter des licenciements et une baisse des salaires « pour sauver l'entreprise », c'est toujours qu'il a déjà décidé de la fermer. Ni bonne action ni coup de poker, c'est un mode de gestion préventif des conflits sociaux. Celui qui tombe dans le panneau et accepte le principe des « sacrifices » sera lui-même sacrifié.

Quand la droite et la gauche, France Info, TF1 et *Le Monde*, nous expliquent qu'il va falloir travailler plus longtemps « pour sauver notre système de retraites », ils annoncent que sa fin est programmée.

Retraites, sécurité sociale, services publics, c'est liquidation totale tous les jours. Et toujours les mêmes qui font de bonnes affaires ! Croire au « réalisme » du projet Fillon-Sarkozy contre les retraites, c'est gober tous les éléments du mensonge bourgeois sur l'histoire et le monde :

a) Le salariat, c'est-à-dire l'exploitation du travail, serait une fatalité indépassable, assurant la domination de la nature par l'homme et sa

supériorité sur le babouin.

b) Lesdits « acquis sociaux », c'est-à-dire les concessions faites par la bourgeoisie au prolétariat en lutte, au cours de l'histoire de la lutte des classes, devraient être considérés comme temporaires, momentanés, « précaires » - comme toute vie, ainsi que le rapelaient la patronne des patrons français.

Plus ces acquis sont anciens dans l'histoire de la lutte des classes, plus facilement ils seront dénoncés comme des archaïsmes incompatibles avec les nécessités de l'économie moderne.

c) L'économie serait une science objective qui permet d'organiser rationnellement la satisfaction harmonieuse des besoins humains. Et non l'idéologie propre au capitalisme, qui exploite le travail et met l'ensemble de la vie humaine sous le signe de la marchandise et du profit.

Si l'on accepte de tels bobards préalables, il devient impossible de discuter autrement que sur des détails, de la loi contre les retraites, du démantèlement du Code du travail ou du remboursement à 100% des maladies de longue durée.

Nous subissons le système capitaliste, crises

comprises, nous n'avons pas à partager en plus les petits soucis de ses gestionnaires. C'est toujours dans nos poches qu'ils viennent voler de quoi couvrir leurs dettes de jeu. Leur logique va toujours contre nos intérêts, qu'il ferment un hôpital, un bureau de poste ou augmentent les impôts sous prétexte d'« équité fiscale ». À la niche, les raboteurs ! Notre légitimité se construit dans les luttes. C'est le seul langage que les patrons entendent : grèves, blocages, sabotages.

Nous n'avons de comptes à rendre à personne...

...Économistes, journalistes, spécialistes, rapporteurs "pour la libération de la croissance française", politiciens, patrons, ministres, directions syndicales...

**ENTRE EUX ET NOUS,
IL N'Y A QUE DES
COMPTES À RÉGLER !**





GRÈVE VS BLOCAGE

Sur le mouvement récent contre la réforme des retraites.

Le mouvement contre la réforme des retraites a été traversé par un intérêt parfois enthousiaste pour des formes spécifiques d'organisation plus présentes que d'habitude, telles que les assemblées interprofessionnelles, de lutte et ouvertes, et la multiplication de la pratique du blocage.

Des pratiques qui semblent tendre vers un dépassement des séparations habituelles : entre secteurs professionnels, entre public et privé, entre travailleurs, chômeurs, précaires et étudiants. Et qui semblent prendre une certaine distance vis-à-vis des centrales syndicales, habituelles fossoyeuses et canalisatrices des mouvements, dans leur rôle de gestion et de médiation avec le patronat et les pouvoirs.

Pourtant, encore une fois, on a vu le mouvement s'arrêter au premier coup de sifflet des directions syndicales, on a été bien loin de la fameuse paralysie de l'économie annoncée partout dans les médias et les solidarités tissées au sein des assemblées et des piquets ne semblent pas avoir eu le temps de s'approfondir et de survivre à la fin du grand spectacle médiatique et syndical.

On choisit de publier ici des extraits d'un texte, apparu au lendemain du mouvement, parce qu'il essaie notamment d'analyser l'évolution récente de la grève, son apparente perte d'efficacité et la diffusion de la pratique du blocage.

Lire ces transformations d'un côté dans le cadre actuel de la restructuration du capital, de la fragmentation et de la précarisation du travail, et de l'autre dans son rapport avec le droit (et donc l'Etat) nous semble utile pour mieux comprendre la trajectoire de ce dernier mouvement.

L'intégralité de ce texte est disponible sur : <http://www.leondemattis.net>

(...)

L'encadrement de la grève par le droit

Le contrôle de la grève passe actuellement par sa légalisation. La légalisation, c'est d'abord le fait de ne plus considérer la grève comme une infraction pénale, ce qui est le cas en France depuis 1864. C'est ensuite, en 1946, la reconnaissance du droit de grève comme un droit constitutionnel. Mais la légalisation n'est pas que cela, sinon elle aurait produit tous ses effets depuis des dizaines d'années déjà. En réalité, la légalisation est un processus dynamique qui, s'il a été entamé il y a longtemps, est encore en cours. Le droit est la mise en forme adéquate de changements dont la source n'est nullement dans le droit lui-même, mais bien dans l'évolution des rapports de classes, évolution que le droit vient à la fois sanctionner et renforcer.

Le droit de grève, comme tout droit, n'existe que par ce qu'il est encadré par l'Etat : le droit n'est droit que dans le

mesure où les lois lui donnent sa forme et donc par définition le délimitent, l'encadrent et le contrôlent. Les lois qui soumettent le droit de grève au préavis, au respect du service minimum ou à la préservation du droit au travail des non-grévistes sont autant de ces limites à l'efficacité de la grève. Les lois récentes qui étendent le champ d'application du service minimum et répriment pénalement le fait, pour les salariés, de ne pas se soumettre à la réquisition, loin de « bafouer le droit de grève » comme l'affirmait un syndicaliste¹, ne sont rien d'autre que l'aboutissement du développement de ce droit. On n'aura rien compris au fonctionnement du droit et si on ne saisit pas que le droit de grève c'est le droit de contrôler la grève.

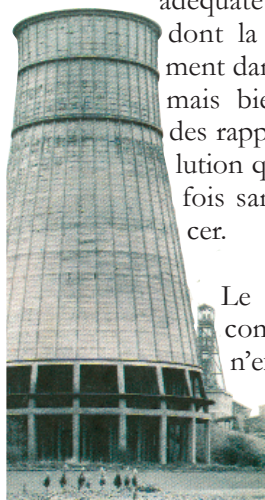
Le droit de grève est conçu comme un droit individuel, même s'il s'exerce dans un cadre collectif. Le cadre collectif, c'est le dépôt du préavis par les syndicats censés représenter les travailleurs : l'aspect individuel, c'est cette possibilité donnée à chaque salarié d'exprimer, par la grève, une opinion concernant son travail et les condi-

tions de celui-ci. Son corollaire est le droit au travail : en effet, le titulaire d'un droit a toujours la possibilité de ne pas l'exercer. La grève ne peut demeurer un choix que si on peut ne pas faire grève, autrement dit si le droit de travailler est lui aussi préservé *au nom de la défense du droit de grève*.



Ce dont le droit de grève est une formalisation adéquate, c'est d'une évolution qui conduit à ce qu'on peut appeler la segmentation du prolétariat : sa division en couches toujours plus fines jusqu'à cette asymptote qu'est l'individu. Bien sûr, le prolétaire n'est jamais un individu isolé (les individus n'existent de manière isolée dans aucune société, pas plus dans le capitalisme que dans une autre) mais le rapport de classe actuel renvoie chacun à une atomisation toujours plus poussée². Multiplication

des statuts professionnels, externalisation des tâches, multitudes d'employeurs dans la même unité de production, turn-over et recours à l'intérim, généralisation de la précarité, etc. : les exemples ne manquent





pas, dans l'organisation du travail, de cette atomisation en marche, et font écho à tous les autres exemples que l'on pourrait trouver facilement dans la vie quotidienne, la consommation ou l'urbanisme³.

La grève à l'heure de cette atomisation formalisée par le droit⁴ est donc renvoyée à ce qu'est, au fond, l'action citoyenne et c'est cette citoyenneté de la grève qui la rend moins efficace. L'action citoyenne, dont l'exemple fondateur et paradigmatique est le vote, repose sur les notions de comptabilité et de représentation. La grève contemporaine est donc d'abord une grève fondée sur l'idée que le gréviste, qui doit individuellement pouvoir choisir librement s'il fait grève ou non, exprime ainsi une opinion dont le poids dépendra du nombre de travailleurs qui auront fait le même choix. C'est ainsi que le pourcentage des grévistes devient un enjeu majeur dans la question de la réussite de la grève, tandis que la question pourtant autrefois fondamentale de la grève (en quoi la grève paralyse-t-elle la production ?) devient au contraire un élément secondaire et même négligeable. Il faut noter qu'une telle évolution affecte également la manifestation : loin de demeurer ce qu'elle était historiquement, à savoir *un affrontement* (ne serait-ce que symbolique), elle tend de plus à plus à s'identifier à un pur rassemblement quantitatif dont le seul enjeu est le décompte.

Le blocage, enjeu de stratégies syndicales

C'est sur ces éléments que se fondait la stratégie de l'intersyndicale, qui s'obstinait à organiser de « grandes » journées de mobilisation et à se refuser à entrer dans un mouvement plus dur de crainte que celui-ci ne soit « minoritaire ». C'est aussi la raison de l'obsession médiatique du comptage des manifestants et des grévistes et de la pseudo polémique sur les chiffres qui en a suivi. C'est enfin et surtout le sens de la « victoire » que l'intersyndicale prétend avoir remportée dans la « bataille de l'opinion », alors même que la loi contestée a été votée et promulguée, et surtout du « rendez-vous » qui aurait été donné en 2012 :

à la contestation citoyenne il ne saurait en effet y avoir d'autres débouchés que les élections.

Tout cela se fait au prix, comme nous l'avons dit, de l'efficacité de la grève, puisque son contrôle citoyen rend inutiles les concessions : ce qui est citoyen ne dépasse pas les prémices de la citoyenneté, qui sont les mêmes que celles de l'exploitation capitaliste. La grève citoyenne est donc une grève où compte l'expression de l'opinion individuelle du gréviste, et c'est l'addition de ces opinions qui fait l'expression démocratique d'un choix, qui se traduira ensuite par l'élection d'un camp ou d'un autre. Si des aménagements à l'exploitation sont possibles, ils se feront dans le cadre de la négociation syndicale et de la grève citoyenne encadrée.

Ce qui était une des formes antérieures du contrôle, à savoir céder à certaines revendications et ainsi déléguer aux syndicats le soin de contenir ce qui pourrait être tenté d'aller au-delà dans le mouvement, devient inutile dans cette nouvelle configuration. C'est ainsi tendanciellement le rôle du syndicat comme *organe de lutte et de contrôle des luttes* (ce qu'il était jusque là, et ce n'était pas du tout une contradiction qu'il ait été à la fois l'un et l'autre) qui est remis en cause, pour ne plus lui laisser que son rôle *de représentation* – ce qui suppose aussi de revoir les règles instituées de la représentation syndicale, qui fait d'ailleurs l'objet d'une réforme importante.

Si certains syndicats paraissent s'accommoder d'une telle évolution, d'autres, plus tournés vers la base, comme Sud et même FO qui perd beaucoup à la réforme de la représentativité, ne la voient pas d'un bon œil. Et surtout il est manifeste que le plus important syndicat, la CGT, est tiraillé entre ceux qui veulent accompagner cette évolution et ceux qui veulent lui résister : et comme toujours, cela se traduit par des luttes internes et des guerres de chefs entre les deux camps.

C'est qu'évidemment, le pari officiel des syndicats collaborateurs est perdu d'avance. Pour que la grève comme forme de lutte soit véritablement remplacée par la grève comme forme d'expression, il faudrait que le patronat, dans la négociation, soit constamment prêt à faire des concessions substantielles. Or, comme nous l'avons dit, le rapport social capitaliste est un rapport d'exploitation qui ne fait de concessions que sur le fond d'une certaine conflictualité : la position de « négociateur » du syndicat n'a de sens que parce que derrière le syndicat il y a une marmite qui bout. Sans cela, le syndicat ne peut avoir d'existence que comme une sorte de cogestionnaire du capitalisme prêt à aider le patronat à en imposer toutes les exigences aux travailleurs (en veillant, au nom de la justice sociale, à ce que l'exploitation soit correctement répartie entre tous les exploi-

tés) : position que certains syndicalistes assument parfaitement, comme par exemple Nicole Notat qui après avoir quitté son poste de secrétaire général de la CFDT a intégré les organes collectifs de la domination bourgeoise⁵. Mais tous les syndicalistes ne sont pas prêts à évoluer ainsi. Le contrôle de la grève par sa légalisation se fait *sur le fond d'une défaite du prolétariat*, et c'est de cela qu'ont conscience certains syndicats, qui veulent garder leur influence traditionnelle et pour cela ont tout de même besoin d'une certaine combativité prolétarienne si possible contenue dans un champ qu'ils demeurent susceptibles de contrôler. Quelle serait l'utilité des chiens de garde si les moutons ne songeaient plus du tout à s'enfuir ?

Le blocage dans le mouvement de 2010

Encadrée par la loi sur le service minimum, réduite à une forme d'expression citoyenne et dissociée, en quelque sorte, de ses effets possibles, la grève ne peut





plus servir d'entraînement au mouvement de la contestation. Le blocage vient alors la remplacer.

La blocage viole le droit de grève. Il vise à empêcher ceux qui veulent exercer leur droit au travail de le faire. Le blocage rompt avec la logique du droit, et d'ailleurs il a tendance à devenir illégal (le délit de blocage des trains existe depuis les lendemains de la lutte anti-CPE, et l'UMP a le projet de l'étendre à tout type de blocage). Il permet de faire jouer à la grève ce rôle de paralysie de l'économie que son encadrement citoyen lui fait perdre. Il est comme une contre-tendance à cette évolution qui fait que la grève tend à être de moins en moins une pratique de lutte.

Contrairement à la grève dans sa version citoyenne qui tend à devenir un choix individuel qui renvoie chacun à sa propre atomisation (je fais la grève et je reste chez moi), le blocage suppose l'action collective, et qui plus est l'action collective qui n'a pas à être majoritaire — même s'il faut être un certain nombre pour pouvoir tenir un blocage. Le blocage est une activité qui rompt avec la passivité de la grève citoyenne.

coordonner le blocus. C'est ce qui s'est fait aussi avec le blocage de l'incinérateur d'Ivry, lancé par les syndicalistes CGT de la voirie.

Bien entendu, les minorités syndicales qui se sont trouvées à la pointe du blocage l'ont fait dans la perspective d'en garder le contrôle, ou du moins de pouvoir récupérer celui-ci. D'abord, ces blocages ont été plus ou moins négociés entre les leaders syndicaux et les directions des entreprises ou certains secteurs des pouvoirs publics. On a ainsi appris des salariés grévistes de la raffinerie de Grandpuits, en région parisienne, que le ravitaillement par pipe-line de certains secteurs de l'industrie n'avait jamais été interrompu. On a su aussi que les syndicalistes avaient obtenu le soutien de plusieurs politiciens locaux avant de lancer le blocage de l'incinérateur d'Ivry. Enfin, cela est encore plus évident à Saint-

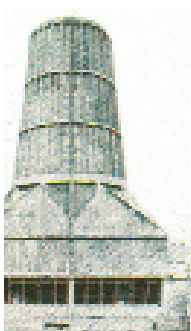
Ouen, où la mairie communiste a ouvertement encouragé ses propres salariés grévistes à bloquer la déchetterie.

Tout s'est passé comme si les syndicats avaient pris la mesure de la limite qu'il ne fallait pas franchir pour pouvoir maintenir le blocage. La quasi-négociation qui a accompagné les blocages longs se justifie à leurs yeux par la nécessité de les faire tenir dans le temps : et de fait les blocages « sauvages » ne duraient pas longtemps. Lorsqu'une assemblée indépendante a bloqué une des entreprises privées de ramassage des poubelles, cela n'a pas duré plus de trois heures. Les blocages qui ont fleuri un peu partout en France (blocage de plate-formes logistiques, de voies de circulation, d'aéroports, etc.) ont toutes été des opérations coup-de-poing : aucune n'avait la force de durer plus de quelques heures. C'est à force d'obstination, et en revenant trois jours de suite, que le blocage d'un dépôt de bus pendant une journée entière a été possible à Rennes alors que les conducteurs n'étaient pas en grève.

Tout cela tient bien sûr à un certain état du rapport de forces global mais il faut avoir conscience que se crée ainsi un décalage entre le discours sur le blocage et la réalité de sa pratique. L'idée de « paralysie de l'économie » était dans toutes les têtes mais en réalité le blocage n'a pas véritablement dépassé le stade d'une forme d'expression. Les dirigeants syndicaux ont paru s'accommoder d'une stratégie qui revenait à bloquer l'essence à la pompe, de manière à toucher les Français dans leur vie quotidienne, un peu à l'image de l'effet que pouvait avoir la grève des transports avant le service minimum, plutôt que de chercher à paralyser réellement l'économie. Finalement quand, après avoir manœuvré pour obtenir la fin de la grève dans les raffineries et ouvert la voie au déblocage par les flics, le syndicaliste de la CGT, Charles Foulard, déclare dans les médias que « nous avons remporté la bataille de l'opinion », il ne fait qu'exprimer cette ambiguïté fondamentale du blocage : la pratique du blocage essaye d'échapper à la grève citoyenne mais est sans cesse menacée d'être rattrapée par la logique de celle-ci qui consiste à remplacer l'action par l'expression démocratique d'une opinion. La grève citoyenne est bien une grève paralysante, mais ce n'est pas l'économie qu'elle paralyse, c'est le prolétariat.

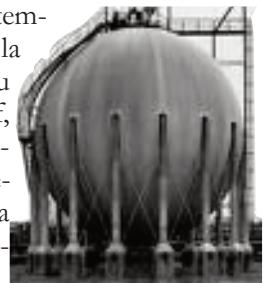
La dynamique du blocage

Cependant, ce devenir citoyen de la grève, cette tendance à l'encadrement par la légalisation en tant qu'elle est formalisation de l'atomisation prolétarienne, n'est sans doute pas quelque chose d'acquis pour le capitalisme. Ce mode de production repose sur un déséquilibre permanent, et ce qu'il peut utiliser pour contrôler, à un moment donné, les contradictions sociales ne peut être que transitoire — et même si cela correspond, comme c'est le cas ici, à cette tendance lourde du capitalisme contemporain qu'est la segmentation du prolétariat. Bref, pour le dire autrement, les contre-tendances à la pacification so-



C'est pourquoi il est tout à fait logique de distinguer grève et blocage, bien que le blocage soit presque toujours accompagné d'une grève. C'est que la grève avec blocage est une contretendance à l'évolution de la grève tout court. Elle rend à la grève son caractère de lutte.

Ces tendances générales ont marqué le mouvement de l'automne 2010 et ont conduit certains leaders syndicaux, devant l'absence de l'effet d'entraînement de la grève des transports, à favoriser la pratique du blocage. Cela a été le cas dans les raffineries, où Charles Foulard, membre du secrétariat fédéral du Syndicat des industries chimiques CGT, s'est démené pour





ciales sont et seront sans doute très nombreuses et le blocage, que nous avons évoqué ici, n'en est qu'une parmi d'autres. C'est pourquoi, loin de se contenter de souligner ce qui est la limite du blocage, il faut aussi chercher ce qui peut être dynamique dans une telle pratique, sans pour autant l'isoler du reste des pratiques possibles, c'est-à-dire sans en faire une idéologie.

Le blocage possède une caractéristique intéressante, et qui a été particulièrement sensible durant le mouvement contre la réforme des retraites : c'est le décloisonnement qu'il rend possible. Les blocages ont été la forme d'action des assemblées dites « interpro ». Les assemblées interpro n'ont pas besoin du blocage pour exister, mais le fait de pouvoir agir ensemble au lieu d'être seulement un lieu d'échange d'informations sur les différentes luttes sectorielles leur donne davantage de consistance. Ces blocages ont été pour beaucoup, comme nous l'avons dit, des actions « coup-de-poing », mais il a pu aussi s'agir de venir renforcer des blocages existants comme vers les raffineries ou les déchetteries. Ce dernier cas pose certes beaucoup de question, la première étant de savoir dans quelle mesure ces renforts ne risquent pas de devenir une masse de manœuvre au service des revendications spécifiques des grévistes qui bloquent leur propre site de production. D'un autre côté, le fait que des personnes venues d'autres horizons se mêlent à l'action des grévistes d'une entreprise peut aider à contrer les stratégies syndicales, qui sont toujours celles d'un confinement des luttes sur leurs bases initiales. L'exemple de la raffinerie de Grandpuits en est une illustration. Les raffiniers ont été dépassés par l'ampleur de la réponse à l'appel à soutien qu'ils

avaient lancé, et ont cherché à éloigner une partie des gens qui les ont rejoints en les envoyant manifester dans une ville voisine. Cet apport extérieur a cependant permis de lancer un

ultime blocage alors même que la grève se terminait (les leaders syndicaux, maîtres de l'information, ayant joué un rôle non négligeable pour en précipiter la fin en affirmant dans toutes les AG que les autres raffineries avaient déjà voté la reprise), ce qui a nécessité un recours aux CRS pour dégager le site. Au total, le décloisonnement n'est évidemment jamais acquis et se joue toujours sur un fond de possibles manipulations syndicales.



L'existence de ces AG interpro et leur mode d'action a une seconde conséquence : elle éclaire d'un jour nouveau le débat sur « l'intervention ». À partir du moment où, dans le cadre d'un mouvement qui, pense-t-on, touche tout le monde, les acteurs pensent pouvoir se joindre à toute lutte donnée, quand bien même celle-ci additionne, en plus de la revendication générale, des revendications catégorielles, la notion « d'intérieur » ou « d'extérieur » à la lutte tend à s'estomper. La lutte contre la réforme des retraites a été la lutte de tout le monde, et même les revendications spécifiques portées par certaines grèves ont paru être les revendications portées par tous dans la mesure où, dans le discours au moins, le lien était toujours fait entre le particulier et le général. Dès lors, l'assemblée « Grève-blocage-sabotage » de Paris, devenue ensuite l'assemblée « Premier round, on continue », a pu se réunir et agir sans que sa pratique soit fondamentalement différente de tout ce qui se faisait partout ailleurs en France.

Naturellement, il serait ridicule de penser que, parce que quelques blocages interprofessionnels ont eu lieu, la segmentation du prolétariat serait abolie. Mais il serait tout aussi ridicule de vouloir à toute force être aveugle à cette dynamique possible de la pratique du blocage. Celle-ci demeure encore le fait, à l'heure actuelle, d'une

minorité radicalisée et volontariste : mais c'est une minorité qui commence à être, socialement parlant, significative.

¹ Déclaration de C. Foulard à la presse, le 22 octobre 2010.

² Cette atomisation est produite par une action positive des rapports sociaux actuels, et non, comme on le croit quand on présuppose que l'individu existe antérieurement aux rapports sociaux, par une absence de ceux-ci.

³ On notera que tout le monde capitaliste contemporain n'en est certainement pas au même stade dans la progression d'une telle atomisation, et que donc les développements de ce texte, centré sur la situation française, ne peuvent être extrapolés à tous les pays du monde.

⁴ Puisqu'il est question du droit, il faut ouvrir ici une parenthèse sur l'usage de la violence. La violence est une constante de l'histoire des sociétés de classe, car elle est indissociable de l'exercice de la domination, mais ses formes sont d'une variété infinie. Dans le cas du capitalisme, la tendance qui se dégage est à une légalisation de cette violence. Il ne s'agit pas là d'une évolution propre à la violence mais plutôt au rôle du droit dans le capitalisme. Le droit et

l'Etat, des réalités qui sont certes antérieures au mode de production capitaliste, sont développés et utilisés par celui-ci de manière intensive. Le développement des formes légales s'accompagne donc d'une intégration à l'intérieur de celles-ci de la violence des classes

supérieures. La loi sur la réquisition des travailleurs grévistes est l'exemple de l'usage, sous la forme de la menace de la prison, de cette violence légalisée dans le cadre plus vaste de la mise en forme par le droit d'une évolution du rapport social capitaliste (l'atomisation du prolétariat). Il serait faux de ne voir dans la perte d'efficacité de la grève que l'effet de la forme répressive du droit, mais il serait également faux d'ignorer totalement cet aspect.

⁵ Le 1^{er} janvier 2011, Nicole Notat succédera à Denis Kessler à la présidence de l'association Le siècle, dont l'objet est d'organiser chaque mois un repas de décideurs politiques, médiatiques et économiques.





Lors du mouvement sur les retraites à l'automne 2010, les directions de la CFDT et de la CGT n'ont jamais réclamé l'abandon total du projet de réforme et de fait elles n'ont que très modérément et très symboliquement réagi.

Certes elles ont organisé des mégamanifs et des blocages, notamment de raffineries, mais l'illusionnisme n'a guère duré. Le spectaculaire n'aura pas masqué longtemps l'aspect négocié de ces actions. Et l'impression restera qu'elles ont à nouveau brassé de l'air pour occuper la galerie.



Tout dans l'attitude de ces directions syndicales laisse à penser qu'elles se satisfont en fait de ce type réforme apparaissant de leur point de vue comme un mal nécessaire qu'il aurait simplement fallu rendre un peu moins douloureux en arrachant quelques contreparties. Une fois de plus elles montrent qu'elles ne peuvent que reproduire le mode de pensée dominant pour qui il serait vain d'espérer changer l'ordre des choses et pour qui il faudrait savoir se plier aux exigences économes. Le problème pour elles, c'est que nombre de prolos ont du mal à intégrer ce genre de raisonnement qui impose de se serrer toujours plus la ceinture.

Les directions syndicales ont été condamnées à se la jouer fine. Comment ménager le cours du capitalisme tout en mettant en scène le spectacle d'une résistance acharnée ? Comment tenir son rang de cogestionnaire du système tout en semblant suffisamment radical pour que le syndiqué de base dégoûté de devoir trimer deux années de plus ne déchire pas sa carte ?

Dur de se montrer responsable pour ne pas décevoir les décideurs et de ne pas se couper encore plus des prolos. Délicat pour la CGT et la CFDT d'affronter le gouvernement qui, s'il refuse d'accorder les contreparties susceptibles de « justifier » la passivité syndicale, leur a déjà servi sur un plateau la réforme de la représentativité. Celle-ci, en leur faisant la part belle au détriment des petits syndicats, leur assure une rente annuelle dont elles ont bien besoin.

Car les directions syndicales sont confrontées à un sérieux problème, de moins en moins de salariés leur font confiance et cette désyndicalisation galopante représente un véritable danger financier pour l'avenir des permanents. Même si l'Etat, les entreprises et le Medef (*nous n'oublions pas les millions distribuées à des syndicats par la caisse noire antigrève de l'Union des industries et métiers de la métallurgie, UIMM, membre du Medef*) peuvent de diverses manières aider les centrales syndicales à se renflouer, la menace qui pèse sur les intérêts personnels des apparatchiks devient bien réelle. Avec des troupes réduites et des cotisations en baisse, ils ont de quoi flipper pour leur situation.

Eux aussi finalement commencent à connaître la peur du chômeur.

Mais pourquoi les directions syndicales cherchent-elles, plus encore qu'auparavant, à enfermer les travailleurs dans la passivité et le symbolique, les faisant

défiler dans des mégakermesses soporifiques dont le but avoué est uniquement de compter le manifestant ? Ne serait-ce pas parce qu'elles veulent à négocier en haut lieu sans être entravées par les actions d'une base de moins en moins disposée à subir les diktats de ses leaders dès lors qu'elle commence, sur des lieux de révolte sociale, à goûter à la possibilité de se parler ?

On le sait, les syndicats et autres médiateurs du système ne font que leur boulot quand ils tentent d'endormir et de contrôler tous les aspects des luttes. Maintenant, il leur arrive parfois, pour des raisons tactiques, pour mieux noyer le poisson, de décider de laisser plus de marge de manœuvre à la base, voire de tolérer des soutiens extérieurs sur « leurs » actions, comme on a pu le voir durant le mouvement sur les retraites. En divers endroits, la question s'est alors posée de l'opportunité, dès lors qu'on est conscient du risque de finir par jouer les petits soldats, de tenter d'aller à la rencontre de ces piquets ?

Si en région parisienne, sous le feu des projecteurs, les syndicats bétonnent au maximum en mettant le paquet pour tenir toutes les rênes, ça n'est déjà plus aussi vrai en province. Ainsi cet automne sur diverses actions, ils se sont fait déborder, entre autres, par une partie de leur base qui voulait continuer bien au-delà des consignes syndicales. Ce qui a pu donner lieu à des convergences intéressantes. Certes cette base présente des contradictions et, même révoltée, elle n'a pas forcément coupé les ponts affectifs et idéologiques avec le syndicalisme. Néanmoins, la dynamique de





critique des logiques institutionnelles ne saurait se limiter à certains terrains de prédilection : partout où est présent le prolétariat, se joue la lutte entre passivité et remise en cause du consensus social. Donc aussi sur les piquets syndicaux situés en région parisienne.

Se rendre sur ces piquets aura permis à ceux qui y sont allés d'observer par eux-mêmes la situation indépendamment de certains conseils tant péremptaires que paternalistes. Cela leur aura permis de constater directement combien ces actions pouvaient être en partie virtuelles et négociées en amont. Rencontrer tous ceux qui luttent même quand ils sont maqués par des organisations reste le plus sûr moyen, outre

lancées par les syndicats, l'accélération et l'amplitude de la révolte génèrent des dynamiques qui brisent le quotidien. On peut enfin se laisser aller à espérer autre chose, même si on est bien conscient de la capacité de nuisance des syndicats et autres associations dont le rôle est de jouer les pompiers sociaux. Que pour démarrer ces épisodes plus intenses aient souvent besoin des événements initiés par les syndicats et de leur couverture médiatique, qu'ils finissent par s'essouffler sous les coups de boutoir de la répression, de la manipulation, de leur incapacité à se dépasser, voire les trois à la fois, ne change rien au fait qu'ils ne sont qu'un moment du Mouvement Social au sens large, autrement

garantir l'intensité dramatique nécessaire. Mais le plus important est que le spectacle soit présenté avec un début et surtout une fin !

Quand les médias et les syndicats, anticipant la colère qui gronde, donnent le top-départ, la machine doit se mettre en branle, puis dès qu'ils sifflent la fin de partie, tout doit s'arrêter. Et c'est précisément ce qui se passe. Peu après que les secteurs présentés comme les moteurs du mouvement, à l'instar des raffineries, décident de rentrer dans le rang, obéissant ainsi aux ordres de leur direction, la majorité des gens en lutte estiment qu'il n'y a plus lieu de continuer et leur emboîtent le pas. La fête est finie, il faudra attendre la prochaine fois. La prochaine fois que ceux qui se posent en représentants des prolétaires daigneront le vouloir. Ou plus précisément quand leurs tractations exigeront un coup de pression.

Si la couverture médiatique peut doper numériquement le mouvement, elle le rend surtout beaucoup plus dépendant. Organisée pour formater les esprits à son propre mode de pensée, elle vise à ébranler quiconque commence à lui accorder de l'intérêt. Ainsi il s'avère difficile de résister à sa représentation événementielle de « mouvements sociaux » saucissonnés dans le temps, séparés du reste de la lutte de classes dans sa durée. Pas surprenant qu'on ait souvent tendance à envisager la lutte en deux entités temporelles séparées. Évidemment on ne peut pas nier que dans des mouvements comme celui de cet automne 2010, il se passe nombre de choses potentiellement intéressantes, mais de là à intégrer une telle segmentation entre ces moments et le reste du Mouvement Social au sens large puis à opérer une hiérarchisation de fait...

Les blocages générés dans le cadre de ces opérations syndicalo-médiatiques, avec leurs limites, leurs contradictions,



de créer des ponts, de se rendre compte de l'état des tensions et des contradictions potentielles entre bases et directions syndicales. Se confronter directement à la dure réalité du terrain des luttes dans leur diversité, même là où sévissent des apparatchiks, aidera toujours plus à analyser la situation que toutes les règles dogmatiques érigées par des maîtres-penseurs.

Si lesdits « mouvements sociaux », tout en servant de tremplin aux magouilleurs, font souvent apparaître plus clairement les antagonismes entre dominants et dominés, entre prolétaires et médiateurs et sont l'occasion de développer des liens entre révoltés, on est néanmoins confronté à la nécessité de s'interroger à leur sujet.

Le Mouvement Social est fait d'une multitude de luttes quotidiennes qui peuvent s'étaler sur des mois ou des années avec leurs emballements, leurs reflux, leurs contradictions, leurs potentialités plus ou moins subversives, leurs liens, leurs successions... Par moments, quand la tension sociale à fleur de peau parvient à surfer sur les vagues

nommé « lutte des classes », qui, elle, continuera de toute façon dans la durée, condamnée à se confronter aux manipulateurs de tout poil.

En revanche, dans la logique des médias, seuls ces événements spectaculaires existent et méritent le terme de « mouvements sociaux ». Pour que le show soit parfait, il leur faut des représentants, et qu'ils soient télégeniques, pour le moins qu'ils offrent un profil caractéristique. Dans le rôle de la victime, pas de problème, on prend les mêmes et on recommence : l'angoisse de l'usager pris en « otage » par les grévistes ou les bloqueurs saura toujours





mais aussi leur virtualité semblent apparaître à certains bien plus subversifs que le reste de la lutte de classes étalée sur la durée. On a eu beau critiquer le fétichisme des contre-sommets, on assiste quelque part à un même phénomène : l'intensité de l'action et le nombre de participants (qui sont évidemment des éléments non négligeables) de ces événements souvent bien plus symboliques que menaçants pour le capitalisme priment sur tout le reste. Peu important le contenu de la critique, la potentialité de récupération du mouvement par des crevures, le fait de ne pas créer de liens et surtout de rester le plus souvent dans une logique spectaculaire donc sans lendemain.

Toute fracture du consensus légaliste peut sembler révolutionnaire... du moins tant qu'on parvient à oublier que

les syndicats y ont régulièrement recours tout en continuant à cogérer le système. Cela n'étant pour eux ni plus ni moins qu'un moyen de peser sur les négociations !

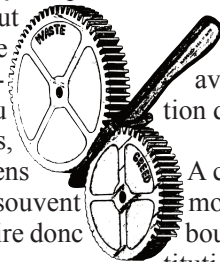
D'ailleurs, pas plus que la grève et le blocage, le sabotage ou même l'émeute n'offrent de garantie. Ce type d'actions n'a rien de subversif en soi et peut être récupéré par diverses formes de pouvoir, et ce d'autant plus que le contenu ne se posera pas la question de comment en finir concrètement avec toutes les formes de reproduction de la propriété privée et de l'Etat.

A chaque fois qu'apparaît un « gros mouvement social », tous ceux qui bougent en dehors des logiques institutionnelles se voient rapidement confrontés à une sérieuse frustration. Ras le bol de se sentir condamné à l'impuissance, ras le bol de surfer symboli-

quement sur des vagues contrôlées par les syndicats, ras le bol de risquer de faire leur jeu, ras le bol de voir la lutte concrète se résumer à devoir visiter des piquets syndicaux où il est trop facile de nous enfermer dans la condition de touristes radicaux. Ras le bol de se payer une gueule de bois après chaque intermède dans le genre !
Oui, mais alors, on fait quoi ?

Si au moins on était en mesure de ne plus être aussi dépendants des logiques syndicales... Si au moins on était engagés tout au long de l'année sur des luttes où nous serions suffisamment forts pour mener des actions quand on le veut, indépendamment des calendriers syndicaux, mais aussi à ce moments-là si on le juge nécessaire...

Des participants à l'assemblée Turbin



LE BOURDON-ARSENAL

Avec la fin du mouvement « des retraites », vint le bourdon du retour à la normale. Après le bourdon du retour à la normale, vint l'idée du Bourdon-Arsenal.

Ce lieu est ouvert depuis environ un mois. Il appartient à une société civile immobilière (SCI) qui a pour projet de doubler la taille de l'immeuble en investissant la modique somme de 5 millions d'euros. Les temps sont durs, on le sait, et notre SCI, touchée par la misère, nous réclame 23 000 € par mois d'occupation pour se sortir de la panade. Elle a employé des vigiles pour pénétrer dans ce lieu libéré et porté plainte contre deux des habitants. Ces derniers font désormais l'objet d'un contrôle judiciaire absurde les empêchant d'habiter au Bourdon.

A l'image de la colonne de la Bastille transformée en poteau de vidéosurveillance, le quartier s'est pacifié et embourgeoisé. La marchandise et les plans d'urbanisme l'ont vidé de son énergie révolutionnaire. Le Bourdon naît donc au milieu d'un quartier hyper-bourgeois, mais à deux pas d'un point stratégique de passage : Bastille.

Nous, assemblée ouverte, faisons le pari que l'appel à se réunir tous les dimanches engendre une dynamique collective. Dynamique qui fasse vivre ce lieu en l'ouvrant sur les luttes sociales. Il s'agit de faire de cette ouverture un moment de la lutte, un moyen de rester en mouvement lorsque les mouvements s'interrompent.

Nous n'avons pas pour prétention d'être en dehors ou à côté de la société. Nous prenons parti en nous inscrivant dans les conflits qui la traversent pour les élargir et les intensifier. En ce sens, l'assemblée ne cherche pas à satisfaire une revendication particulière, mais à étendre le principe selon lequel, comme tous ceux qui n'attendent plus rien du dialogue social, nous prenons à ceux qui ont tout ce dont nous avons besoin.

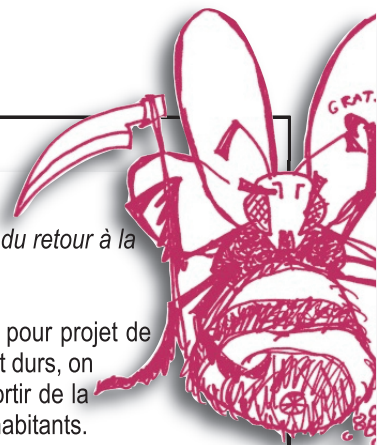
Ce lieu immense permet non seulement à des personnes d'y vivre, mais surtout à l'assemblée de disposer des espaces collectifs pour y organiser tout ce qu'elle juge nécessaire à la subversion des rapports sociaux.

Le Bourdon n'est pas un lieu isolé, mais un point dans une constellation de lieux occupés, vivants et complémentaires. Un lieu pour se rencontrer autour d'un repas où ne prime pas la valeur marchande, pour apprendre à se défendre contre un monde qui nous étouffe...

Contrairement à un certain nombre d'acteurs sociaux qui interviennent comme organes para-étatiques, nous préférons l'organisation directe à la prestation de service. Toutes les décisions sont prises par l'assemblée, sans dirigeants ni exécutants. Nous ne voulons pas reproduire les structures hiérarchiques omniprésentes. L'assemblée ne doit pas se constituer en objet figé imperméable aux changements, mais s'offre comme lieu d'élaboration d'une intelligence collective.

A tout souci de pureté idéologique nous proposons l'élaboration d'une stratégie.

weshbastille.kif.fr





Les trois pages suivantes sont extraites d'un texte d'analyse disponible à l'adresse : <http://reposito.internetdown.org/analyse/paradoxes.pdf>

PARADOXE EN AUTOMNE

(...)

**BLOQUER L'ÉCONOMIE C'EST BIEN,
LA DÉTRUIRE C'EST MIEUX !**

Il est significatif que durant le mois de septembre, la mobilisation¹ se résume aux temps forts de l'intersyndicale – les journées d'actions du 7 et du 23 – et à l'omniprésence de ses stars sur la scène médiatique. Deux manières d'agir qui sont maîtrisées par les états-majors. Autant dans leur capacité d'y apparaître (dans les médias) que dans sa forme. C'est le mode opératoire du politique, maîtrisé par ses spécialistes. Ici, les chefs syndicaux, mais aussi les politiciens et leurs ombres, les journalistes.

Le mode opératoire du nouveau syndicalisme selon Thibault. La manifestation, autant que la grève, est alors réduite à un pur comptage des participants^{6bis}. Une simple pratique référendaire finalement qui ne dit rien sur la nocivité, la dangerosité, qui doit faire partie du rapport de force. C'est ce qui permettra à Christophe Aguiton, membre d'ATTAC, et l'un des leaders de la lutte des chômeurs de 1998, de déclarer : « *Tout mouvement a ses marqueurs, et pour celui-ci, c'est clairement la manifestation. La grève qui a longtemps été le mode d'expression classique, en gros de 1936 à 1968, a été supplantée depuis quelques années par le défilé. Auparavant la manif n'était pas vraiment bien vue. C'était pour les casseurs, les ouvriers métallus. Aujourd'hui, elle a atteint un degré de légitimité supérieur à la grève.* »

Les médias sont un trompe-l'œil. Les critiquer parce qu'ils mentent, étouffent certaines informations, ou même manipulent, ne suffit pas. C'est un lieu commun d'appeler à la défiance contre eux. La situation devient plus intéressante quand on commence à s'en passer. En 1995, pendant la grève, un journaliste de

FR3 intervient en direct durant le journal télévisé pour y faire son compte-rendu.

Dans la rue, pour paraître plus proche du terrain

qu'en studio. Ce qui fit plaisir ce jour-là, c'est que le journal n'en menait pas large. Entouré de grévistes et de manifestants, il ne semblait pas rassuré. Malgré son speech, la foule autour gueulait, au lieu de faire coucou comme d'habitude. La peur se lisait sur son visage, ce soir-là il aurait bien préféré être en studio. Et puis d'un coup plus rien, le jus avait été coupé. L'image revenait au présentateur du JT, décontenancé... on pouvait lire au fond de ses yeux : « *Mais comment est-ce possible ?* » Les manifestants, au lieu de quémander une seconde d'antenne, ou d'infléchir sur la propagande avaient tout simplement coupé court à sa diffusion, à son existence. Voilà la seule attitude que l'on peut avoir avec les médias.

Il importe de se débarrasser du rapport médié, qui ne s'imaginerait l'activité que représentée, diffusée par un médium. Que ce soit par la presse officielle ou par un média alternatif. Don't hate the media. Become the media est une tartuferie bien citoyenne. Finalement, l'efficacité et le sens d'une action, d'un moyen de lutte, se mesureraient à son audience. C'est le meilleur produit du militantisme : un discours tout trouvé, bien rodé, agrémenté de fenêtres médiatiques (ou d'actions, comme vous voudrez). Spécialisés et expérimentés, la professionnalisation n'est plus très loin.

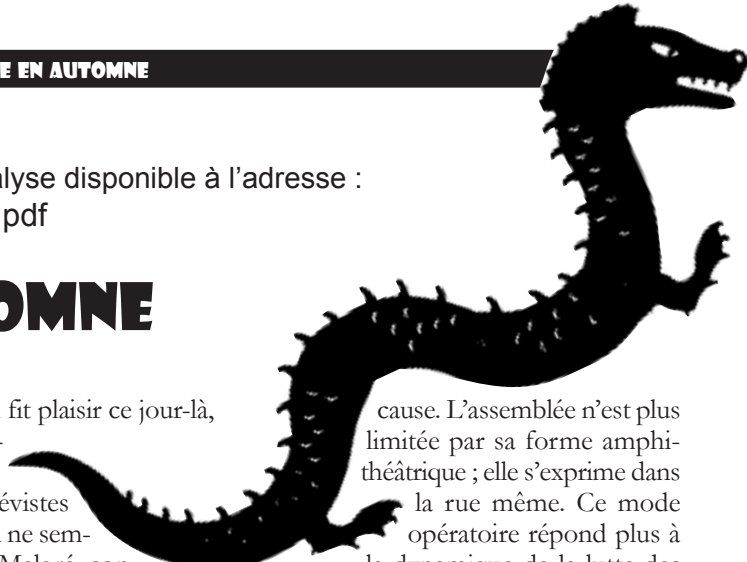
Lorsque les lycéens s'invitèrent dans la partie, ils initièrent un mode opératoire qui n'était plus seulement celui de la politique. En refusant de monter dans les salles de classe, et en bloquant leurs casernes, ils se retrouvèrent suffisamment nombreux et combatifs pour rester dans la rue et la prendre comme terrain de jeu et de lutte. Une fois dans la rue, la manifestation pouvait prendre autant la forme d'une déambulation que de l'attaque de cibles choisies... Le niveau de violence, le choix des lieux symboliques et pratiques dépendent alors des participants à la manifestation. Autant de leur volonté, de ce qui veut être dit et fait, que de l'évaluation du rapport de force. Au-delà de la forme relativement spontanée, l'action est aussi déterminée par le niveau du mouvement, et chaque jour remise en

cause. L'assemblée n'est plus limitée par sa forme amphithéâtrique ; elle s'exprime dans la rue même. Ce mode opératoire répond plus à la dynamique de la lutte des

classes et convient vraiment à ce dont a besoin un mouvement. Il donnait sens à l'appel à une grève reconductible qui se profilait tant bien que mal, plus mal que bien comme l'histoire le confirmera.

La violence peut avoir des perspectives démocratiques ou consensuelles, voire porter une revendication. Celle-ci reste un médium qui diffère l'affrontement. Lequel est indéniable, indiscutable, incontournable dans le rapport de classe capitaliste. À Nanterre ou à Lyon, ceux qui attaquèrent la marchandise et l'autorité dirent bien qu'il était vital de ne plus différer la rage et l'envie d'en découdre. Et, nouveauté peut-être, ceux qui croient encore possible de différer leur colère n'avaient pas vraiment d'arguments à opposer à la violence. Ne restait que ces remontrances désespérées, vieille vulgate stalino-démocrate, pour dénicher une provocation policière. Mais pour provoquer, il faut bien mettre le doigt sur une susceptibilité.

Un peu partout, on a vu naître des assemblées générales inter-professionnelles. Ces assemblées pouvaient chacune relever de réalités toutes différentes. À Paris, l'interpro se réunissant à la Bourse du travail n'était autre qu'une inter-gauchiste, rassemblant tout ce qui reste d'autogestionnaires, d'organiseurs de la base et quelques trotskistes auxquels le Parti ou SUD ne suffisent pas. Ailleurs, d'autres ont pu tenter de discuter hors de leur catégorie professionnelle. Mais il serait naïf, ou politique, de n'y voir que cet aspect possible des choses. Dans le mouvement d'octobre 2010, les interpros sont surtout des aveux de faiblesse : là où il n'y a pas la force de tenir une grève, les travailleurs épars (essentiellement profs, cheminots et employés communaux) se regroupent pour pouvoir faire quelque chose ou se tenir chaud. À d'autres endroits, c'est l'occasion pour l'intersyndicale de se moderniser et de ratisser plus large. Bien utile quand sa pratique frileuse consistait à se





contenter de journées d'action commençait à la mettre sous le feu des critiques.

« Le blocage de l'économie », qui a un peu été la pointe de la radicalité à la fin du mouvement anti-CPE, s'est imposé comme forme d'action dès le début du mouvement d'octobre 2010. Du moins si l'on en reste aux slogans et aux déclarations d'intentions. Cette forme d'action a comme ambition, comme velléité, de dépasser les catégories. Chacun pourrait y participer, en venant sur un piquet, en rejoignant un point de blocage, en prenant rendez-vous dans une assemblée pour une action le lendemain. Elle se pose aussi en acte radical, on bloque l'économie, on bloque. Et voilà.

Les blocages se différencient les uns des autres d'abord par leur forme. Si le blocage paraît avoir comme objectif de désorganiser l'économie, il n'en est pas toujours ainsi dans les intentions des organisateurs. Beaucoup ont été symboliques, par la main-mise des bureaucrates, qui lèvent le camp le plus tôt possible, en arguant de ne pas « épuiser les troupes », comme le rapporte des chômeurs intermittents du travail².

Ou par manque de force, comme le 2 novembre à la Plaine-Saint-Denis devant Véolia³. Sur les raffineries, un appel a été lancé pour que la population rejoigne les piquets. Mais pour autant, le blocage était déjà négocié entre les syndicats et la direction. Blocage oui, mais pas touche aux oléoducs, là où réside vraiment un point névralgique pour des grandes entreprises. Et puis certains camions peuvent entrer ou sortir. On ne sait pas trop pourquoi. Quand trop de monde se rassemblera devant la raffinerie à Grandpuits, les syndicalistes enverront cette foule manifester dans un village désert. Histoire de calmer ce qu'ils appellent les troupes...

La pénurie aux stations d'essence, sur laquelle Total et consorts ont pu spéculer, a malheureusement été fort peu déstabilisatrice pour l'économie. Et pas seulement parce que la grève n'a pas duré assez longtemps. Les raffineries n'ont pas été totalement coupées, comme le

note Peter Vener : « En réalité, les syndicalistes ont appliqué au pied de la lettre les prétendues consignes de sécurité, signées depuis long-

temps avec les industriels de la pétrochimie et l'État, à savoir que les raffineries ne sont jamais totalement mises à l'arrêt, mais plutôt mises en veille, ce qui facilite leur redémarrage rapide.⁴ »

Et malgré les grands ports bloqués, les livraisons de carburant ont pu tant bien que mal continuer. Comme on peut le comprendre à la lecture de l'article du journal *Le Marin* du 29 octobre⁵, la logistique de remplacement a montré une efficacité une capacité d'adaptation impressionnante. Ainsi pendant que les grands ports étaient bloqués, la plupart des navires furent acheminés sur des dépôts côtiers de moindre envergure. Et là, aucun préavis de grève ne semblait bloquer quoi que ce soit. Et que les centrales n'aient pas cherché à rendre plus effectif le blocage des ports et des raffineries ne doit surprendre personne. Un bras de fer médiatique leur suffisait bien largement.

Nous ne surévaluons pas le rôle joué par les syndicats, bien au contraire : nous pensons que la généralisation de la pratique du blocage exprime à la fois que la combativité du mouvement ne pouvait pas être confinée dans les manifs et que, si elle ne remettait pas explicitement en cause la revendication, elle se fichait aussi pas mal de considérations stratégiques. Dit autrement : qu'elle ne refusait pas que ses actes la mettent en contradiction avec la revendication. Le blocage a permis à des prolétaires de lutter en dehors de leur temps de travail, sans perte de salaire. Cette tendance se retrouve sur tout le territoire, elle exprime une forme de détermination et l'envie d'en découdre.

La généralisation de la pratique du blocage a exprimé le passage de la protestation à la lutte ouverte comme substitut à la grève. L'habileté des bureaucrates a été – ils ont une longue expérience – de ne pas s'opposer frontalement à cette tendance, mais au contraire de placer leurs propres troupes, non pas aux endroits les plus exposés, mais là où elles pouvaient se voir le mieux.

Le blocage s'est imposé là où la grève n'était pas efficace. L'idée du blocage découle de la compréhension que l'on a de ce qu'est aujourd'hui l'économie capitaliste. Elle s'attaque à la circulation des marchandises (les plates-formes de la grande distribution par exemple), mais laisse en suspens la question de la production. C'est là une limite de ce mou-

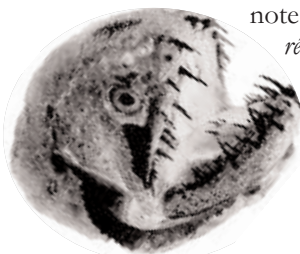
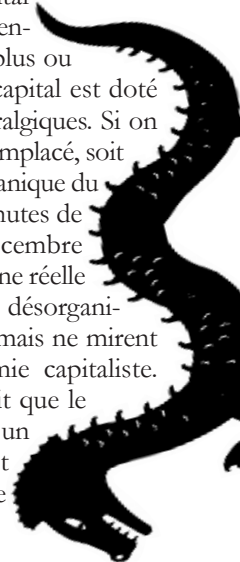
vement : on peut considérer le blocage avec pragmatisme (on fait ce qu'on peut), et dans ce cas on produit au mieux un nouveau rapport de force. C'est la plus haute ambition du mouvement revendicatif. Mais on ne dit rien de plus que « meilleur partage des richesses », sans se poser la question de savoir quelle est cette richesse, qu'est ce qui la constitue. Et qu'est-ce qu'une production ?

L'appel au blocage de l'économie, repris aussi bien par des activistes que par des syndicalistes, ne peut être la panacée. La théorie qui défend que s'attaquer aux flux soit suffisant pour désorganiser, partiellement ou définitivement, le capitalisme (ou la société pour ceux qui ne prononcent même pas le mot de capital) a été réfutée par les faits. La dynamique et l'organisation du capital ne dépendent pas d'un centre avec des périphéries plus ou moins tentaculaires. Le capital est doté de multiples centres névralgiques. Si on l'en coupe un, il est soit remplacé, soit contourné. Le nuage volcanique du printemps 2010, ou les chutes de neige du mercredi 8 décembre 2010, ont pu semer soit une réelle pagaille, soit une partielle désorganisation de la production, mais ne mirent pas en danger l'économie capitaliste. Cette théorie omet le fait que le capitalisme est avant tout un rapport social. Et que c'est de ce point de vue que le capital doit être attaqué.

Bloquer l'économie peut être un bon début pour créer une situation hors-norme. Mais elle ne pose pas de perspective en tant que telle. Bloquer l'économie pourquoi ?

Pour demander son amélioration ? Pour quémander une place en son sein ? Le blocage ne dit rien sur l'évidente nécessité de détruire, de se passer de l'économie. On peut noter avec ironie qu'un moment de destruction, comme lorsque le centre-ville de Lyon le 15 octobre, est l'objet de quelques pillages, fermé au « public », pour n'être que le théâtre d'affrontements entre émeutiers et policiers, est un des rares exemples de blocage vraiment effectifs lors du mouvement d'octobre.

Dans ce mouvement se sont juxtaposés autant des formes différentes, voire contradictoires et des perspectives qui n'ont pas grand-chose en commun. De la stratégie des journées d'actions/manifestations, propriété de l'intersyndicale⁶, aux blocages et piquets volants, aux af-





frontements de rue et aux grèves qui ne se sont pas généralisées. Aujourd'hui, les formes de lutte ne sont pas garantes d'un quelconque contenu. Pour prendre un exemple, autant la pratique du piquet volant peut être une force du mouvement, donnant la possibilité à tout le monde d'y participer, rendant les modalités d'action à ceux qui y participent. Chaque piquet volant pouvant déterminer son champ d'action, ses objectifs. Autant il peut juste servir de main-d'œuvre à des syndicalistes en mal de troupes, comme on l'a vu sur certaines raffineries. Autant il ne peut être qu'une nouvelle forme de la politique citoyenne, le piquet volant n'étant alors qu'un groupe d'individus marquant son soutien. Recherchant comme seul contenu que d'améliorer les choses. Force est de constater qu'il est impossible de trancher entre l'une ou l'autre des tendances. Plus précisément, elles se sont toutes juxtaposées, sans jamais se confronter parce que la revendication consensuelle ne fut jamais critiquée. Et inversement.

DU MOUVEMENT ET DE LA CLASSE EN MOUVEMENT

Il fut un temps, dont les moins de 20 ans peuvent prendre connaissance, où l'anathème mouvementisme⁷ était jeté par les militants d'organisations à l'encontre de ceux qui ne suivaient pas leur ligne politique. Ce qui importe n'est pas de recomposer des clans, mais de comprendre ce que cette partition sémantique voulait définir. Cette critique de l'Organisation – quelle que soit son programme – est qu'elle se retrouve toujours à se défendre pour elle-même, et que ses perspectives se limitent à son propre développement. Dénigrant et

abandonnant toute idée de programme, la critique des organisations voyait dans le mouvement – encore à définir – le lieu du débat et de la confrontation. L'endroit où se définissent les perspectives pour l'émancipation, où se trouvent les capacités de la lutte. Le moment où se joue la rupture⁸ avec les revendications, avec les aménagements quémandés à l'État, et la possibilité de transformation sociale, l'explosion des rapports sociaux. Un point de non-retour à la normale.

On entend plutôt aujourd'hui mouvementisme comme une posture suiviste de tout ce qui bouge, sans contenu ni perspective. Ce qui s'apparente aussi à l'activisme, ou aux activités militantes. Du coup un nouveau terme – mouvementisme – pour désigner un travers, une dégénérescence ou une pratique déjà connue, définie et critiquée... n'amène pas grand-chose aux débats.

Finalement, on se recolle l'étiquette de mouvementiste ou d'activiste, sans trop de but, sauf celui d'affirmer que l'on a la meilleure recette. Misère du militantisme.

Quoi qu'il en soit, ce qui importe, c'est de tordre le cou aux idéologies. L'assemblée générale ou le fameux « mouvement social » ne sont pas une fin en soi. Ou alors la situation est déjà sclérosée. Un tract, un journal, une assemblée, manifester, briser des vitrines sont des moyens, des outils. Sinon on est dans la fétichisation. Un hochet militant, maintes fois utilisé et surinterprété, mais finalement dénué de sens. On en vient,

comme le notait un électron libre et enragé pendant le mouvement, à « omettre le rapport social qu'est le capital et penser que les choses pourraient changer radicalement et durablement "simplement" à travers une comptabilité des coups donnés au camp adverse⁹ ».

Loin de nous l'idée ici de proposer quelque alternative que ce soit, des manières différentes de vivre qui pourraient nous sortir du rapport social capitaliste. Mais essayons de comprendre ce que l'on entend par mouvement, ou mouvement social.

Dans le langage médiatique, « mouvement social », désigne généralement des journées d'actions, avec défilés massifs, encadrés par les syndicats ou les organisations de gauche. Les revendications sontraisonnables et portées par des leaders le plus souvent syndicaux. Ce mouvement social va de pair avec un dialogue social, avec l'État et quelques représentants du patronat s'entend.

Son élargissement n'est pensé qu'en termes de participation citoyenne. Le mouvement social concerne alors essentiellement le monde du travail. Ou comment définir ce qui rendrait l'exploitation momentanément acceptable. Pour qu'elle le soit, il faut accepter d'avaler les couleuvres. Et c'est le danger intrinsèque du mouvement social. Que la couleuvre ne passe pas, et que le mouvement déborde le cadre initial.

Ce que nous nommons mouvement, c'est la dynamique même de la lutte des classes¹⁰. Un rapport de force permanent et fluctuant, traversé par le contexte historique, social, les expériences des luttes, les forces humaines...

(...)

¹ D'ailleurs qu'il soit adéquat d'utiliser le terme « mobilisation » pour décrire la dynamique de cette période en dit long sur sa forme militante, téléguidée et médiatique

^{1bis} A propos du blocage comme substitut à la grève, et pour questionner la grève, on peut se référer à Grève Vs blocage (voir plus haut)

² On bloque... mais encore ? De la coordination chômeurs intermittents du travail précaire.

³ Compte rendu du blocage de Véolia : <http://paris.indymedia.org/spip.php?article3923>

⁴ L'idéologie du blocage, trois lettres de Peter Vener. On peut trouver ce texte sur : <http://reposito.internetdown.org/analyses/oil/pdf>

⁵ Pétroles : des importations ont contourné les raffineries in Le Marin daté du 29 octobre. Cet article est reproduit in extenso dans le bulletin Dans le monde une classe en lutte de janvier 2011, disponible à : <http://mondialisme.org/spip.php?article1601>

⁶ Cette même stratégie utilisée en 2009 face à la crise. Qui mena tout autant à l'échec. Alors que des usines étaient occupées, des cadres et des patrons séquestrés, année de la révolte contre la vie chère, contre la pwofitasyon, aux Antilles. Cette forme canalisa les combativités. C'est une forme qui restreint au politique les combativités sociales. Un rapport citoyen à la lutte, avec comme ultime perspective les rendez-vous électoraux.

⁷ Pour l'étymologie ce terme se rapporte aussi au courant de l'autonomie, venu d'Italie. Ce courant de l'autonomie, en France, qui rêvait de fonder le grand parti de l'Autonomie. On peut se référer à la revue Camarades, et à l'intellectuel Moulier-Boutang, par exemple. Au début des années 90, ce courant n'existe plus, sauf sa résurgence sous forme groupusculaire à travers le collectif CARGO.

⁸ Certains utilisèrent le terme de rupturiste, pour désigner cette recherche dans la lutte, face à l'ambivalence de chaque mouvement entre réformisme, intégrant les revendications pour améliorer la gestion du capital, ou de basculer dans l'affrontement qui détruirait l'État et le capital. Ce terme tomba rapidement en désuétude.

⁹ In l'aveuglement des impasses : <http://paris.indymedia.org/spip.php?article3671>

¹⁰ On pourrait parler tout aussi bien de guerre de classe ou de guerre sociale. L'un ou l'autre de ces vocables peut convenir, sauf si c'est le rabâcher pour gonfler virtuellement la compréhension du rapport de force.

